

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 12

3 janvier 2015

SOMMAIRE

Agence Luxembourgeoise pour la Sécurité Aérienne	541	Compagnie Européenne de Révision S.à r.l.	537
Alphabeta 1 International S.à r.l.	564	Containsyst S.à r.l.	544
Analystes Assureurs Associés Lux SA	574	Copalli Investments S.à r.l.	539
Anchor S.à r.l.	574	Divhold S.à r.l.	537
Aviva Investors Luxembourg	544	EDC Luxembourg S.à r.l.	536
Bei den Wullmais S.à r.l.	542	Egée International I S.à r.l.	564
BLK COY (Luxembourg) Investments, S.à r.l.	530	Euroconstruct Industries	540
BLK CYE (Luxembourg) Investments, S.à r.l.	530	European Property Lux AcquiCo 3 S.à r.l.	533
BLK HYT (Luxembourg) Investments, S.à r.l.	531	Gracewell Properties (Hamilton) S.à r.l.	542
BLK HYV (Luxembourg) Investments, S.à r.l.	531	Highvale Power Luxembourg Branch	531
Blue Shepherd S.à r.l.	532	itechx S.A.	536
Blue Water International SCSp	576	JAB Consumer Fund Management S.à r.l.	561
BRE/Hamburg Reichshof Hotel Holding S.à r.l.	534	Johnson Controls Luxembourg Internati- onal S.à r.l.	538
BRE/Management 4 S.A.	534	KS&T Investment Financing II S.à r.l.	532
BRE/Management 5 S.A.	536	LFH (Elms) S.à r.l.	543
BRE/Neuss Hotel Holding S.à r.l.	535	mediafins (luxembourg) S.à r.l.	544
BRE/Nine Hotel Holding S. à r.l.	535	MGP Quantum S.à r.l.	533
BR SH Craven S.à r.l.	537	PA BE 1 S.à r.l.	545
Castle 44 S.à r.l.	541	Patron Noosa Propco (Bath) S.à r.l.	561
Cogisoft Investment (SPF) S.A.	538	Shco 86 S.à r.l.	530
Cold Waters Investments S.A.	543	Tibre S.A.	539
Cold Waters Investments S.A.	544	Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A. ...	532
Comako	544	WSB 1 Grundstück S.A.	533
		Zonda S.à r.l.	576

Shco 86 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 189.293.

—
Extrait des résolutions prises par le Conseil de Gérance en date du 15 novembre 2014

Le siège de la société a été transféré de 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg à 13-15 avenue de la Liberté, L- 1935 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour extraits sincères et conformes

Pour SHCO 86 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014197053/14.

(140219928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BLK COY (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 42.002,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 164.665.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 août 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Monsieur Sean Michael O'Driscoll, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 22 août 2014;

- de nommer la personne suivante avec effet au 22 août 2014 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Fabien Christian Lequeue, né le 3 mars 1976 à Berchem-Sainte-Agathe, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 6D, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014196558/20.

(140220246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BLK CYE (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 42.002,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 164.668.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 août 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Monsieur Sean Michael O'Driscoll, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 22 août 2014;

- de nommer la personne suivante avec effet au 22 août 2014 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Fabien Christian Lequeue, né le 3 mars 1976 à Berchem-Sainte-Agathe, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 6D, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014196559/20.

(140220247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BLK HYT (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 42.002,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 164.666.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 août 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Monsieur Sean Michael O'Driscoll, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 22 août 2014;

- de nommer la personne suivante avec effet au 22 août 2014 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Fabien Christian Lequeue, né le 3 mars 1976 à Berchem-Sainte-Agathe, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 6D, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014196560/20.

(140220249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BLK HYV (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 42.002,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 164.667.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 août 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Monsieur Sean Michael O'Driscoll, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 22 août 2014;

- de nommer la personne suivante avec effet au 22 août 2014 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Fabien Christian Lequeue, né le 3 mars 1976 à Berchem-Sainte-Agathe, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 6D, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014196561/20.

(140220245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Highvale Power Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1935 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.238.

Extrait des résolutions prises par le Conseil de Gérance en date du 15 novembre 2014

Le siège de la société a été transféré de 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg à 13-15 avenue de la Liberté, L- 1935 Luxembourg.

Luxembourg, le 11 décembre 2014.

Pour extraits sincères et conformes

Pour Highvale Power Luxembourg Branch

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014197323/14.

(140221018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2014.

KS&T Investment Financing II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.529.

—
EXTRAIT

Il ressort d'un acte notarié d'apport en nature exécuté en date du 5 décembre 2014 entre:

- KS&T Investment Holdings, L.P., un exempt limited partnership constitué et existant selon les lois des Bermudes, ayant son siège social à Crawford House, 50 Cedar Avenue, Hamilton HM11, Bermudes, et enregistré auprès du Registre des Sociétés des Bermudes sous le numéro 44807,

et,

- KS&T Investment Financing S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 158228,

que les huit cent mille (800.000) parts sociales d'une valeur nominale de cinq cents (USD 0,05) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, ont été transférées par KS&T Investment Holdings, L.P., susnommée, à KS&T Investment Financing S.à r.l., susnommée.

Depuis lors, les parts sociales de la Société sont détenues par KS&T Investment Financing S.à r.l., seul et unique associé de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 9 décembre 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014196072/30.

(140219235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 115.266.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196423/10.

(140218663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Blue Shepherd S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 82, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 168.342.

—
Extrait des délibérations du conseil de gérance en date du 17/11/2014

- Le Conseil de gérance, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts, décide à l'unanimité, de transférer le siège social au 82 Grand-Rue à Luxembourg, L-1660. Ce changement sera effectif à dater du 17 Novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014197336/14.

(140220742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2014.

WSB 1 Grundstück S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 141.418.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014196449/10.

(140219274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

MGP Quantum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 144.990.

1) Il est à noter que:

L'adresse professionnelle de Mr Alexis Gisselbrecht, gérant de la Société, a changé de 60 Sloane Avenue, SW3 3XB Londres, Royaume-Uni à 12 Throgmorton Avenue, EC2N 2DL Londres, Royaume-Uni.

2) Extrait des résolutions de l'associé unique du 24 novembre 2014:

Il résulte des dites résolutions que:

1. Le nombre de gérants de la Société a augmenté de trois à quatre.

2. Monsieur Joel Davidson, né le 20 juillet 1968 à Newtownards, Royaume Uni et demeurant professionnellement au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 24 novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Delloula Aouinti - gérante
- Joanne Fitzgerald - gérante
- Alexis Gisselbrecht - gérant
- Joel Davidson - gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Pour BR Quantum S.à r.l.

Joanne Fitzgerald

Gérante

Référence de publication: 2014196564/27.

(140219920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

European Property Lux AcquiCo 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 191.085.

EXTRAIT

Suite à des cessions de parts sociales en date du 9 décembre 2014:

1. le nouvel associé de la Société, DSK Hotelbeteiligungs GmbH une société à responsabilité limitée de droit allemand, ayant son siège social à Frankfurter Str. 39, 65189 Wiesbaden, Allemagne et enregistrée auprès du registre de commerce du tribunal d'instance de Wiesbaden sous le numéro HRB 27854, détient 750 parts sociales;

2. l'associé de la Société, European Property Soparfi 1 S.à r.l. détient 11.750 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Sven Rein

Référence de publication: 2014196672/17.

(140219400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BRE/Hamburg Reichshof Hotel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 119.898.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 3 décembre 2014

En date du 3 décembre 2014, l'actionnaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. prendre acte de la démission de l'administrateur Robert Simon en date de 3 décembre 2014;
2. prendre acte de la démission de l'administrateur Dennis McDonagh en date de 3 décembre 2014;
3. de nommer Michael Fronte, demeurant professionnellement au 345 Park Avenue, 10154 New York, Etats-Unis, et né le 14 septembre 1965, à New York (Etats-Unis), en tant que gérant de la Société avec effet au 3 décembre 2014 et ce pour une période indéterminée.

Le conseil d'administration de la Société est composé comme suit à partir du 3 décembre 2014:

- Mme Solveig Diana Hoffmann;
- Mr Jean-François Bossy;
- Mr Francesco Biscarini; et
- Mr Michael Fronte.

En outre, veuillez noter que les adresses de deux gérants ont changé:

- Mme Hoffmann demeure professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- Mr Biscarini demeure professionnellement au 18-24 rue Michel Rodange, L-2432 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014196567/27.

(140220292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BRE/Management 4 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 151.599.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 3 décembre 2014

En date du 3 décembre 2014, l'actionnaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. prendre acte de la démission de l'administrateur Robert W. Simon en date de 3 décembre 2014;
2. prendre acte de la démission de l'administrateur Dennis J. McDonagh en date de 3 décembre 2014;
3. de nommer Anissa Mediane, demeurant professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, 2453 Luxembourg, Luxembourg, et née le 11 décembre 1982, à Hayange (France), en tant que nouvelle administratrice de la Société avec effet au 3 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.
4. de nommer Michael Fronte, demeurant professionnellement au 345 Park Avenue, 10154 New York, Etats-Unis, et née le 14 septembre 1965, à New York (Etats-Unis), en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 3 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Le conseil d'administration de la Société est composé comme suit à partir du 3 décembre 2014:

- Mme Diana Hoffmann;
- Mr Jean-François Bossy;
- Mme Anissa Mediane; et
- Mr Michael Fronte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014196569/27.

(140220021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BRE/Nine Hotel Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.688.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 3 décembre 2014

En date du 3 décembre 2014, l'actionnaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. prendre acte de la démission de l'administrateur Robert Simon en date de 3 décembre 2014;
2. prendre acte de la démission de l'administrateur Dennis McDonagh en date de 3 décembre 2014;
3. de nommer Michael Fronte, demeurant professionnellement au 345 Park Avenue, 10154 New York, Etats-Unis, et né le 14 septembre 1965, à New York (Etats-Unis), en tant que gérant de la Société avec effet au 3 décembre 2014 et ce pour une période indéterminée.

Le conseil d'administration de la Société est composé comme suit à partir du 3 décembre 2014:

- Mme Solveig Diana Hoffmann;
- Mr Jean-François Bossy;
- Mr Francesco Biscarini; et
- Mr Michael Fronte.

En outre, veuillez noter que les adresses de deux gérants ont changé:

- Mme Hoffmann demeure professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- Mr Biscarini demeure professionnellement au 18-24 rue Michel Rodange, L-2432 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014196573/27.

(140220293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BRE/Neuss Hotel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 127.441.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 3 décembre 2014

En date du 3 décembre 2014, l'actionnaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. prendre acte de la démission de l'administrateur Robert Simon en date de 3 décembre 2014;
2. prendre acte de la démission de l'administrateur Dennis McDonagh en date de 3 décembre 2014;
3. de nommer Michael Fronte, demeurant professionnellement au 345 Park Avenue, 10154 New York, Etats-Unis, et né le 14 septembre 1965, à New York (Etats-Unis), en tant que gérant de la Société avec effet au 3 décembre 2014 et ce pour une période indéterminée.

Le conseil d'administration de la Société est composé comme suit à partir du 3 décembre 2014:

- Mme Solveig Diana Hoffmann;
- Mr Jean-François Bossy;
- Mr Francesco Biscarini; et
- Mr Michael Fronte.

En outre, veuillez noter que les adresses de deux gérants ont changé:

- Mme Hoffmann demeure professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- Mr Biscarini demeure professionnellement au 18-24 rue Michel Rodange, L-2432 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014196572/27.

(140220294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

BRE/Management 5 S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 151.600.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 8 décembre 2014

En date du 8 décembre 2014, l'actionnaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. prendre acte de la démission de l'administrateur Robert W. Simon en date de 8 décembre 2014;
2. prendre acte de la démission de l'administrateur Dennis J. McDonagh en date de 8 décembre 2014;
3. de nommer Anissa Mediane, demeurant professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, 2453 Luxembourg, Luxembourg, et née le 11 décembre 1982, à Hayange (France), en tant que nouvelle administratrice de la Société avec effet au 8 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.
4. de nommer Michael Fronte, demeurant professionnellement au 345 Park Avenue, 10154 New York, Etats-Unis, et née le 14 septembre 1965, à New York (Etats-Unis), en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 8 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Le conseil d'administration de la Société est composé comme suit à partir du 8 décembre 2014:

- Mme Diana Hoffmann;
- Mr Jean-François Bossy;
- Mme Anissa Mediane; et
- Mr Michael Fronte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014196570/27.

(140220082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

EDC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 14.000,00.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 165.913.

—
Il résulte d'une résolution prise par le Conseil de Gérance par voie circulaire en date du 4 août 2014 que les coordonnées d'un des associés ont été modifiées comme suit:

- Noble Trust Company AG en sa qualité de trustee de Robson Children's Trust avec siège social au Neugasse 12, CH-6301 Zug;
- Noble Trust Company AG en sa qualité de trustee de The Wallace Family Trust Trust avec siège social au Neugasse 12, CH-6301 Zug;
- Noble Trust Company AG en sa qualité de trustee de The Finnie Family Trust avec siège social au Neugasse 12, CH-6301 Zug;

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014196682/18.

(140220092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

itechx S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 180.040.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014198007/9.

(140221380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

BR SH Craven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 114.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.431.

1) Il est à noter que:

L'adresse professionnelle de Mr Alexis Gisselbrecht, gérant de la Société, a changé de 60 Sloane Avenue, SW3 3XB Londres, Royaume-Uni à 12 Throgmorton Avenue, EC2N 2DL Londres, Royaume-Uni.

2) Il résulte des dites résolutions que:

1. Le nombre de gérants de la Société a augmenté de trois à quatre.

2. Monsieur Joel Davidson, né le 20 juillet 1968 à Newtownards, Royaume Uni et demeurant professionnellement au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 24 novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Delloula Aouinti - gérante
- Joanne Fitzgerald - gérante
- Alexis Gisselbrecht - gérant
- Joel Davidson - gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Pour BR SH Craven S.à r.l.

Joanne Fitzgerald

Gérante

Référence de publication: 2014196565/26.

(140219919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Compagnie Européenne de Révision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8124 Bridel, 15, rue des Carrefours.

R.C.S. Luxembourg B 37.039.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014196623/10.

(140219781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Divhold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 157.003.

L'an deux mille quatorze,

le treize novembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«Banque de Luxembourg», une société anonyme soumise au droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 5 310,

ici représentée par Monsieur Pierre AHLBORN, avec adresse professionnelle au 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

agissant en sa qualité d'administrateur-délégué de la prédite «Banque de Luxembourg», avec pouvoir de signature individuelle.

Laquelle comparante, représentée comme stipulé ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- la société à responsabilité limitée Divhold s.à r.l. (ci-après dénommée «la Société»), ayant son siège social au 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B157003, a été constituée le 19 novembre 2010 suivant un

acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 28 du 6 janvier 2011;

- les statuts de la société ont été modifiés en dernier lieu le 13 novembre 2014 suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;
- elle est la seule associée de la Société et a, par conséquent, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 1.200.000.000,- (un milliard deux cent millions d'euros) pour ramener le capital de son montant actuel de EUR 1.200.050.000,- (un milliard deux cent millions cinquante mille euros) à EUR 50.000,- (cinquante mille euros), moyennant annulation et remboursement à l'associée unique de 1.200.000 (un million deux cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille euros) chacune.

Tous pouvoirs sont donnés au conseil de gérance de la Société pour organiser le remboursement à l'associée unique.

L'associé unique et le conseil de gérance de la Société veilleront à procéder au remboursement en préservant les droits des tiers.

Seconde résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article 5 des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 50.000,- (cinquante mille euros) représenté par 50 (cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille euros) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à deux mille cinq cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au représentant de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. AHLBORN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15579. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014194863/48.

(140217644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Cogisoft Investment (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 83.807.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2014.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2014196611/10.

(140219500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Johnson Controls Luxembourg International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 163.495.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 29 novembre 2014 que:

- M. Bruce McDonald a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 30 novembre 2014;
- M. Andrew O'Shea a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 30 novembre 2014;
- Mme Ingrid Cernicchi a démissionné de ses fonctions de gérante de catégorie B de la Société avec effet au 30 novembre 2014;

- M. Jeroen Proost, né le 11 mai 1981, à Turnhout, Belgique, résidant professionnellement au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 30 novembre 2014 et pour une durée indéterminée;

- M. Dirk Timmermans, né le 20 octobre 1975, à Genk, Belgique, résidant professionnellement au 26-28 rue Edward Steichen, L- 2540 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 30 novembre 2014 et pour une durée indéterminée; et

- M. Brian Stief, né le 16 juillet 1956, à Iowa, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, 53209 Etats-Unis d'Amérique, a été nommé gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 30 novembre 2014 et pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède et à compter du 30 novembre 2014, le conseil de gérance de la Société est composé des membres suivants:

- M. Brian Cadwallader, gérant de catégorie A;
- M. Dirk Timmermans, gérant de catégorie B;
- M. Brian Stief, gérant de catégorie A; et
- M. Jeroen Proost, gérant de catégorie B.

De plus, il résulte d'une décision du conseil de gérance de la Société en date du 29 novembre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 26-28 rue Edward Steichen, L- 2540 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014196030/37.

(140218468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Copalli Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 181.142.

—
EXTRAIT

Il résulte du contrat de cession de parts sociales signé en date du 10 décembre 2014, que la société SHRM CORPORATE SERVICES S.à r.l. a cédé 12 500 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à la société PB PCR 3 S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 137.704.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2014197365/14.

(140220933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2014.

Tibre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 101.768.

—
EXTRAIT

I/ Il résulte des résolutions prises par les actionnaires en date du 4 décembre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 43, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat.

II/ Il résulte également desdites résolutions que les personnes suivantes ont démissionné, avec effet immédiat, de leur fonction d'administrateur de la Société:

- Monsieur Pierre Lentz, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Monsieur Claude Schmitz, né le 23 septembre 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

III/ Il résulte également desdites résolutions que les personnes suivantes ont été nommées, en qualité d'administrateurs de la Société, avec effet immédiat, et jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Patrice Gallasin, né le 9 décembre 1970 à Villers-Semeuses, France, ayant son adresse professionnelle au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
- Monsieur Jérôme Costa, né le 18 juillet 1980 à Messancy, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Depuis lors, le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Patrice Gallasin, prénommé,
- Monsieur Jérôme Costa, prénommé,
- Monsieur Claude Ott, né le 13 janvier 1938 à La Rochette, France, ayant son adresse professionnelle au 579 A, Avenue Louise, Square du Bois, 1050 Bruxelles, Belgique.

IV/ Il résulte également desdites résolutions que la société suivante a été révoquée avec effet immédiat de ses fonctions de commissaire aux comptes de la Société:

- Audiex S.A., une société anonyme établie et existante sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 65469.

V/ Il résulte également desdites résolutions que la société suivante a été nommée en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui approuvera les comptes au 31 décembre 2014:

- Wise Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 137823.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 décembre 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014195557/48.

(140217291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Euroconstruct Industries, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9768 Reuler, 50, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 108.930.

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

a comparu:

Monsieur Dirk VAN ISEGHEM, project manager, demeurant à B-2970 Schilde, Elzendreef 19,

ici représenté par Madame Stéphanie PACHE, employée privée, demeurant professionnellement à L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Mamer le 17 octobre 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire soussigné, restera annexée aux présentes aux fins de formalisation.

seul associé de la société à responsabilité limitée "EUROCONSTRUCT INDUSTRIES" (matricule 1998 24 15 120), avec siège social à L-8057 Pintsch, 13, Ierweschteewee,

constituée, alors avec siège social à Bertrange, suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, en date du 9 décembre 1998, publié au Mémorial C, numéro 163 du 12 mars 1999,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 108.930,

lequel comparant, représentant l'intégralité du capital social de la susdite société, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire et a pris à l'unanimité et sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle à Pintsch vers Reuler et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts de la société, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 3.** Le siège social est établi dans la commune de Clervaux.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'associé."

Deuxième résolution:

L'assemblée décide de fixer l'adresse de la société à L-9768 Reuler, 50, rue Principale.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Frais

Les frais des présentes sont à charge de la société.

Déclaration

L'associé déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Stéphanie PACHE, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 26 novembre 2014. Relation: DIE/2014/15213. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194931/48.

(140217766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Castle 44 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 184.333.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance tenue en date du 19 novembre 2014

Le Conseil de Gérance décide, à l'unanimité:

- de transférer le siège social de la Société du 67, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 1^{er} décembre 2014.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Castle 44 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014196586/16.

(140219875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

ALSA S.A., Agence Luxembourgeoise pour la Sécurité Aérienne, Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 146.348.

Dépôt rectificatif au dépôt du 14 novembre 2014 enregistré sous le numéro L140202452

Une erreur s'est produite lors du dépôt enregistré en date du 14 novembre 2014 sous la référence L140202452.

Le conseil d'administration de la Société doit se lire comme suit:

- Monsieur Claude LUJA

- Madame Claude WAGENER
- Monsieur Frank KRAUS
- Madame Michelle STEICHEN
- Madame Christiane WEIDENHAUPT

Toutes les autres dispositions de la publication demeurent inchangées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2014.

AGENCE LUXEMBOURGEOISE POUR LA SECURITE AERIENNE

Signature

Référence de publication: 2014195676/20.

(140219137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Gracewell Properties (Hamilton) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.440.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En effet, les prénoms et nom du gérant de catégorie A de la Société doivent se lire comme suit: Monsieur Jeffrey H. MILLER.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Gracewell Properties (Hamilton) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195011/25.

(140217610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Bei den Wullmais S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.924.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze,

Le deux décembre,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

Ont comparu:

1) Madame Yolande Marcelle WEBER, commerçante, née à Rumelange le 30 juin 1962, demeurant à L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch;

2) Monsieur Raymond Albert LEYDER, commerçant, né à Esch-sur-Alzette le 25 mars 1957, demeurant à L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch;

Lequels comparants, ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée "Bei den Wullmais S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60 924, a été

constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Capellen, en date du 19 septembre 1997, publié au Mémorial C numéro 723 du 30 décembre 1997.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée "Bei den Wullmais S.à r.l.", préqualifiée, s'élève actuellement à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit Euros (€ 12.394,68.-), représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur nominale de cent vingt-trois virgule quatre-vingt-quatorze Euros (€ 123,94.-) chacune, entièrement libérées.

III.- Que les associés déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "Bei den Wullmais S.à r.l.".

IV.- Que les comparants sont propriétaires de toutes les parts sociales de la susdite société, et qu'en tant qu'associés ils déclarent expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que les comparants déclarent que les dettes connues seront payées et en outre qu'ils prennent à leur charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'ils répondent personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la société dissoute pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Y. WEBER, R. LEYDER, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16576. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 9 décembre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014195730/47.

(140219353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Cold Waters Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 100.344.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196614/10.

(140219828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

LFH (Elms) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.306.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 1^{er} décembre 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. José Correia de son poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

- Nomination de M. Steve van den Broek, directeur de sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

- M. Steve van den Broek, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2014196095/20.

(140218805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Cold Waters Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 100.344.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196615/10.

(140219829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Comako, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 32.094.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COMAKO S. à r.l.

Référence de publication: 2014196620/10.

(140219619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Containsyst S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 106, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 111.806.

Les comptes annuels du 01/01/2013 au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014196628/10.

(140220066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

mediafins (luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 11, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 156.975.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014198008/9.

(140221486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

Aviva Investors Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 25.708.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société qui a eu lieu le Jeudi 12 Juin 2014

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale de la Société qu'au 12 Juin 2014 le Conseil d'Administration se compose comme suit jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

- M. Jean-Francois BOULIER, Président et Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 2426, rue de la Pépinière, 75008 Paris, France;

- M. Mark PHILLIPS, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg;

- Mme Alix Van Ormelingen, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- M. Emmanuel BABINET, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 24-26, rue de la Pépinière, 75008 Paris, France;
- M. Benjamin STIRLING, ayant son adresse professionnelle au No 1 Poultry, EC2R 8EJ, Londres, Royaume-Uni;
- M. Timothy LUCAS, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au No 1 Poultry EC2R 8EJ Londres, Royaume-Uni.

L'Assemblée Générale a ré élu PriceWaterhouseCoopers société coopérative, ayant son siège social au 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 9 Décembre 2014.

Référence de publication: 2014196542/26.

(140219415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

PA BE 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 174.737,15.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 9, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 48.327.

In the year two thousand fourteen on twenty-fourth day of December.

Before the undersigned, Maître Henri BECK, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, was held:

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of PA BE 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 48.327 (the Company). The Company was incorporated on July 29, 1994, pursuant to a deed drawn up by Maître Gérard Lecuit, then notary resident in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) under number 469, of November 19, 1994. Since that date, the Company's articles of association (the Articles) have been amended several times, most recently on November 27, 2014 pursuant to a deed drawn up by Maître Henri Beck, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial of December 9, 2014 under number 3776.

THERE APPEARED:

Patrizio Bertelli, born on April 6, 1946 in Arezzo, Italy and residing at 11, Via Poggio Mendico, I - 52100 Arezzo, Italy (the Sole Shareholder),

the Sole Shareholder is represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in Echternach, 9, Rabatt Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, as represented above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds one hundred percent (100%) of the share capital of the Company, that the Company has not issued bonds or any other securities and that consequently the Sole Shareholder may deliberate upon the matters set forth below;

II. that pursuant to the resolutions of a shareholders meeting of the Company held before to undersigned notary today (the Merger Deed), the Company approved a merger with ARTE TWO B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) organised under the laws of the Netherlands, having its official seat (statutaire zetel) in Amsterdam, the Netherlands, having its registered office at Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam and registered with the Dutch trade register of the Chambers of Commerce under number 51618710, in accordance with a merger proposal published in the Mémorial on October 31, 2014 under number 3186 (the Cross-border Merger). The Cross-border Merger will become effective as per the date of the publication of the Merger Deed in the Mémorial (the Merger Effective Date).

III. that, pursuant to a de-merger proposal published in the Mémorial on 21 November 2014 under number 3490 (the De-merger Proposal), the Company contemplates to demerge by the incorporation of a new company, PA BE ARTE, a non-commercial partnership (société civile), to be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and which will have its registered office at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the De-merger). In order to give effect to the De-merger, the De-merger Proposal is to be approved by the Sole Shareholder, during an extraordinary general meeting of the Company to be held in front of a Luxembourg Notary Public (the De-merger

Meeting). The De-merger Meeting will be held not earlier than on the Merger Effective Date. The De-merger will become effective after the holding of the De-merger Meeting during which the Demerger is approved (the Demerger Effective Time).

IV. that the Sole Shareholder shall now resolve on the following:

1. Acknowledgment and approval of the (pro-forma) balance sheet of the Company reflecting the financial situation of the Company as per the De-merger Effective Time (the Pro Forma Interim Balance Sheet);

2. Transfer of the registered office, principal establishment, central administration and place of effective management of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy, with effect (the Effective Date) as of the date of the enrolment of the Italian deposit deed in the Arezzo Chamber of Commerce in Italy or, if subsequent to such enrolment, immediately after the holding of the De-merger Meeting (i.e. immediately after the coming into force of the De-merger in accordance with article 301 jo. article 307 of the Luxembourg law of August 15, 1915 on commercial companies (the Law)) without the Company being dissolved but, on the contrary, with full corporate and legal continuance;

3. Transformation of the Company, as of the Effective Date, into a S.r.l. (“società a responsabilità limitata”) (Italian private limited liability company) with modification of the corporate denomination of the Company into “PA BE 1 S.r.l.” and complete restatement of the articles of association of the Company so as to conform them with Italian law;

4. Confirmation that the Company will, upon transfer and change of nationality as of the Effective Date, remain the owner of all its assets and liabilities without discontinuity or limitations, including from a tax perspective;

5. Acknowledgment of the resignation of the managers of the Company and granting of discharge (quitus) to them for the performance of their respective mandates;

6. Appointment of new directors;

7. Appointment of the statutory auditor;

8. Authorisation to perform all steps, actions, procedures and formalities required or useful in connection with the transfer of the registered office, principal establishment, central administration and place of effective management of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy and any of the preceding resolutions, under any applicable laws;

9. Miscellaneous.

V. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Pro Forma Interim Balance Sheet which has been prepared in accordance with Luxembourg accounting law and principles. This balance sheet, after having been signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached hereto to be registered with the present deed.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office, principal establishment, central administration and place of effective management of the Company, without any change to the legal personality of the Company, from the Grand Duchy of Luxembourg to Via De’ Mannini, n. 2, 52100 Arezzo, Italy with effect from the Effective Date.

As a result of such transfer, as per the Effective Date, the Company will adopt the Italian nationality and become subject to Italian law, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance.

Third resolution

As a result of the second resolution and with effect from the Effective Date, the Sole Shareholder resolves to transform the Company, currently existing as a private company limited by shares under Luxembourg law, into a S.r.l., a “società a responsabilità limitata” (Italian private limited liability company) governed by Italian law, to change its corporate denomination into “PA BE 1 S.r.l.” and to entirely restate the articles of association of the Company so as to conform them with Italian law as follows:

STATUTO

Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

Art. 1. E’ costituita una società a responsabilità limitata denominata

“PA BE 1 S.R.L.”.

Art. 2. La società ha sede in Arezzo all’indirizzo risultante dall’apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese.

La società potrà istituire e sopprimere sedi secondarie, filiali, rappresentanze ed agenzie sia in Italia che all’estero.

Art. 3. La società ha per oggetto le seguenti attività:

a) l’assunzione, la gestione e la dismissione di partecipazioni in società italiane ed estere, qualunque ne sia l’oggetto sociale ivi incluse quelle in società di gestione del risparmio; il finanziamento sotto qualsiasi forma e il coordinamento tecnico, finanziario e amministrativo delle società partecipate, anche indirettamente, nonché l’esercizio nei confronti di

queste ultime di attività di indirizzo, rimanendo espressamente vietato lo svolgimento delle predette attività nei confronti del pubblico;

b) la prestazione di servizi finanziari in genere, con esclusione di quelli riservati alle professioni protette, nonché di servizi di natura organizzativa e amministrativa a società partecipate, anche indirettamente;

c) la partecipazione a Fondi d'Investimento chiusi non a fini di ricollocamento;

d) l'attività di indirizzo, di coordinamento e di valutazione delle partecipazioni detenute dai soci della Società o da loro partecipate in altre imprese, il tutto con esclusione di qualsiasi attività consulenziale riservata, per legge, a soggetti iscritti in albi professionali;

d) l'acquisto, la costruzione, la vendita, la permuta e la locazione di beni immobili e mobili;

e) l'acquisto, la registrazione, l'utilizzo e il trasferimento di marchi, licenze, brevetti e altri diritti di proprietà intellettuale di qualsiasi tipologia, nonché lo svolgimento di servizi e assistenza per lo sfruttamento degli stessi.

La società potrà svolgere tutte le attività finanziarie, mobiliari, immobiliari e commerciali, che l'organo amministrativo ritenga utili o necessarie per la realizzazione delle attività che costituiscono l'oggetto sociale; potrà assumere interessenze e partecipazioni in altre società, enti ed organismi in genere, che abbiano scopi analoghi o connessi al proprio nonché concedere fidejussioni, avalli e prestare garanzie reali e personali anche per debiti di terzi, sempre se utili o necessarie per la realizzazione delle attività che costituiscono l'oggetto sociale.

Tutte le suddette attività dovranno essere svolte nei limiti e nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti ed è in particolare escluso l'esercizio nei confronti del pubblico di ogni attività qualificata dalla normativa vigente come attività finanziaria nonché di ogni attività riservata agli iscritti in albi professionali.

Art. 4. La durata della società è fissata al 31 gennaio 2100.

Libro soci - Domicilio dei soci

Art. 5. La Società adotta la tenuta volontaria del libro soci a cura degli amministratori, ai sensi degli artt. 2215 e 2218 c.c., subordinando all'iscrizione nel libro medesimo l'esercizio dei diritti sociali e derogando statutariamente ai novellati articoli 2470, comma 1, c.c. (effetti della cessione nei confronti della società) e 2479-bis, comma 1, c.c. (convocazione dell'assemblea).

Pertanto, a condizione che siano stati rispettati i vincoli e le limitazioni statutarie, i trasferimenti delle partecipazioni avranno effetto nei confronti della società:

- per quanto riguarda quelli per atto tra vivi, dal momento dell'iscrizione nel libro soci su richiesta dell'alienante o dell'acquirente, verso esibizione del titolo da cui risultino il trasferimento e l'avvenuta iscrizione presso il competente ufficio del registro delle imprese;

- per quanto riguarda quelli a causa di morte, dal momento dell'iscrizione nel libro soci, su richiesta dell'erede o del legatario, previa iscrizione, presso il competente ufficio del registro delle imprese e presentazione alla Società, della documentazione richiesta per l'annotazione nel libro soci dei corrispondenti trasferimenti in materia di società per azioni (Art. 7 del R.D. 20 marzo 1942 n. 239).

In tale libro saranno indicati per ogni socio: il nome, cognome, luogo e data di nascita, domicilio, denominazione o ragione sociale, sede, indirizzo, codice fiscale e, se posseduti, numero di telefono, fax, indirizzo di posta elettronica, nonché le partecipazioni sociali di cui sono titolari, i trasferimenti ed i vincoli ad esse relativi ed i versamenti eseguiti, nonché le variazioni delle persone dei soci.

I soci sono obbligati a fornire i dati occorrenti per la tenuta e l'aggiornamento costante del libro.

Il domicilio di ciascun socio, per quel che concerne i rapporti con la società, è quello risultante dal libro dei soci.

Capitale

Art. 6. Il capitale della società è di EURO 174.737,15 diviso in quote ai sensi di legge.

In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione delle partecipazioni da essi possedute.

L'aumento di capitale, salvo per il caso di cui all'art. 2482 ter c.c., potrà essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, in tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 c.c.

Conferimenti - Partecipazioni

Art. 7. Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica ed in particolare beni in natura, crediti, prestazioni d'opera o di servizi a favore della società.

Le partecipazioni dei soci sono determinate in misura proporzionale ai rispettivi conferimenti.

Trasferimento delle Partecipazioni

Art. 8. Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili sia per atto tra vivi che a causa di morte con le limitazioni di cui appresso.

In caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni, ai soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

(i) Il socio che intende vendere o comunque trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione e/o i diritti di opzione a lui spettanti dovrà darne comunicazione a tutti i soci ed all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento inviata alla sede della società ed al domicilio di ciascuno dei soci risultante dal libro soci; la comunicazione deve contenere il nominativo e le generalità del terzo cessionario, il prezzo concordato e le condizioni della cessione.

I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra possono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto della partecipazione e/o dei diritti di opzione cui la comunicazione si riferisce con le seguenti modalità, condizioni e termini:

- ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire al socio offerente la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata con avviso di ricevimento consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di spedizione (risultante dal timbro postale) dell'offerta di prelazione;

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione e/o i diritti di opzione offerti spetteranno ai soci interessati in proporzione alla partecipazione al capitale posseduta da ciascun socio.

(ii) La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente; qualora peraltro il prezzo non fosse determinato in una somma di denaro, il socio venditore dovrà indicare nella propria comunicazione il corrispettivo valore in denaro che rappresenterà il prezzo al quale potrà essere esercitato il diritto di prelazione medesimo. Il socio che intenda esercitare il proprio diritto di prelazione dovrà altresì indicare, nella comunicazione con cui manifesta la propria intenzione di esercitare il diritto di prelazione stesso, se concorda con la determinazione del prezzo fatta dal socio venditore. In caso di disaccordo, il prezzo della partecipazione sarà determinato mediante valutazione effettuata da primaria società di revisione - da individuarsi tra le seguenti: KPMG, Deloitte, PwC o Ernst&Young - scelta di comune accordo tra le Parti o, in caso di disaccordo, dal Presidente del Tribunale di Milano su istanza della parte più diligente.

(iii) Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità della partecipazione e/o dei diritti offerti; in caso di esercizio parziale del diritto stesso, così come nella ipotesi in cui nessun socio intenda acquistare la partecipazione e/o i diritti offerti, il socio offerente sarà libero di trasferire la partecipazione e/o i diritti offerti all'acquirente indicato nell'offerta entro tre mesi dal giorno di ricevimento dell'offerta stessa da parte dei soci.

(iv) Si precisa che:

- nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" sono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, a titolo esemplificativo, i contratti di permuta, dazione in pagamento, conferimento in società e donazione nonché gli atti o i contratti di trasferimento della nuda proprietà e di trasferimento o costituzione di diritti reali di godimento aventi ad oggetto la partecipazione;

- in caso di rinuncia da parte di un socio all'esercizio della prelazione, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente ed automaticamente agli altri soci che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante;

- nell'ipotesi di trasferimento della partecipazione e/o diritti di opzione inter vivos eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro dei soci e non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi.

(v) Le limitazioni al trasferimento della partecipazione previste da questo articolo non sono applicabili:

- quando il cessionario è società controllante del soggetto cedente o società controllata e/o collegata a quest'ultimo, ovvero controllata dalla medesima controllante;

- quando il trasferimento avvenga a società fiduciarie autorizzate all'esercizio di tale attività ai sensi di legge e/o nel caso di ritrasferimento da parte delle stesse a favore dei fiduciari originari, previa esibizione del mandato fiduciario;

- quando il trasferimento avvenga a favore di altro socio ovvero di coniuge o parenti in linea retta.

Le partecipazioni sono liberamente trasferibili a causa di morte.

Recesso

Art. 9. I soci possono recedere dalla società nei casi previsti dalla legge.

Il diritto di recesso è esercitato nei termini e con le modalità di cui all'art. 2437-bis c.c.

Il recesso avrà effetto nei confronti della società dal giorno di ricezione della comunicazione presso la sede sociale.

Per quanto riguarda la determinazione della somma spettante al socio receduto, i termini e le modalità di pagamento della stessa, valgono le disposizioni previste dall'art. 2473, terzo e quarto comma, c.c.

Decisioni dei soci ed assemblea

Art. 10. Sono riservate alla competenza dei soci:

- l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;

- la nomina e la revoca degli amministratori (ove l'atto costitutivo non individui già gli amministratori o non attribuisca tale diritto ad alcuni soci);

- la nomina nei casi previsti dall'articolo 2477, secondo e terzo comma, c.c. dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;

- le modificazioni dell'atto costitutivo;
- la decisione di compiere operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale, ovvero una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- le decisioni sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

Le decisioni dei soci sono adottate mediante deliberazione assembleare.

Art. 11. L'assemblea è convocata dall'organo amministrativo presso la sede sociale o in altro luogo, purché in Italia o all'estero nell'ambito dell'Unione Europea o in Svizzera, nel Principato di Monaco o nella Repubblica di San Marino.

Nell'avviso di convocazione da spedirsi a mezzo raccomandata, telefax o posta elettronica ai soci nel domicilio risultante dal libro soci, almeno otto giorni prima dell'adunanza, devono essere indicati il giorno, l'ora ed il luogo dell'adunanza stessa nonché l'ordine del giorno in discussione ed i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire.

Analoghe indicazioni devono essere precisate per l'eventuale seconda convocazione.

Le assemblee sono validamente costituite anche senza le formalità sancite dal presente articolo quando è presente o rappresentato l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i Sindaci, ove nominati, sono presenti ovvero, per dichiarazione del presidente dell'assemblea, risultino informati della riunione e degli argomenti da trattare, senza aver manifestato opposizione.

Art. 12. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal Presidente del Consiglio di amministrazione o, in mancanza, dalla persona designata dagli intervenuti.

Il Presidente dell'assemblea è assistito da un segretario designato dall'assemblea a maggioranza semplice del capitale presente, ove prescritto dalla legge o l'organo amministrativo lo ritenga opportuno le funzioni di segretario sono attribuite ad un Notaio.

Il Presidente verifica la regolarità della costituzione dell'assemblea, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento ed accerta i risultati delle votazioni; degli esiti di tali accertamenti deve essere dato conto nel verbale.

Art. 13. Possono intervenire in assemblea tutti coloro che risultino iscritti nel libro dei soci. I soci possono farsi rappresentare in ciascuna assemblea mediante delega scritta, consegnata al delegato anche via telefax o via posta elettronica con firma digitale.

E' ammessa la possibilità per i partecipanti all'assemblea di intervenire a distanza mediante l'utilizzo di sistemi di collegamento per videoconferenza o per teleconferenza ovvero con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, video e/o audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci.

In tal caso dovrà essere consentito:

- al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti;
- al Presidente di regolare lo svolgimento dell'adunanza, far constare e proclamare i risultati della votazione;
- al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- a tutti gli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea con possibilità di ricevere e trasmettere documentazione sempre in tempo reale.

La riunione si considererà tenuta nel luogo ove si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il soggetto verbalizzante, onde consentire la stesura e sottoscrizione del relativo verbale.

Art. 14. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal Notaio. Dal verbale devono risultare, per attestazione del presidente:

- la regolare costituzione dell'assemblea;
- anche in allegato, l'identità dei partecipanti, il capitale rappresentato da ciascuno di essi e la loro legittimazione;
- lo svolgimento della riunione;
- le modalità e il risultato delle votazioni;
- anche in allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti e/o dissenzienti.

Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Art. 15. Per la valida costituzione dell'assemblea e per le deliberazioni della stessa valgono le norme del codice civile.

Amministrazione

Art. 16. La società è amministrata da un Amministratore Unico, anche non socio, o da più amministratori, anche non soci, secondo quanto stabilito all'atto della nomina.

La nomina degli amministratori compete ai soci ai sensi dell'art. 2479 c.c., ove l'atto costitutivo non disponga diversamente.

Gli amministratori durano in carica a tempo indeterminato salvo revoca o dimissioni ovvero per un periodo determinato fissato al tempo della loro nomina e sono rieleggibili.

Quando l'amministrazione della società è affidata a più persone, la decisione di nomina stabilisce alternativamente:

- a) se gli amministratori debbano operare con metodo collegiale;
- b) se l'amministrazione sia affidata a ciascun amministratore disgiuntamente ovvero congiuntamente; in tali casi si applicano rispettivamente gli artt. 2257 e 2258 c.c.

La redazione del progetto di bilancio e dei progetti di fusione o scissione, nonché le decisioni di aumento del capitale ai sensi dell'art. 2481 c.c. sono in ogni caso di competenza dell'organo amministrativo che, qualora sia composto da più membri, dovrà decidere nel rispetto del metodo collegiale.

Qualora l'Organo Amministrativo sia composto da più membri, il venir meno per qualsiasi motivo ovvero della maggioranza di essi, se in numero dispari, o della metà di essi, se in numero pari, comporta la decadenza dalla carica di tutti gli altri membri e deve essere promossa la decisione dei soci per la nomina dei nuovi amministratori.

Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori quelli rimasti in carica, od anche uno solo di essi, dovranno proporre d'urgenza ai soci di adottare le decisioni o le deliberazioni per la nomina dei nuovi amministratori. Qualora entro trenta giorni dalla cessazione della carica, per qualsiasi motivo, non si provveda a quanto sopra, la decisione potrà essere proposta da uno qualsiasi dei soci.

I soci provvederanno a tale nomina nel rispetto della forma di amministrazione originariamente prescelta e gli amministratori così nominati scadranno insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

Art. 17. L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o il presente statuto riservano espressamente ai soci.

Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri, a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c., ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente.

L'Amministratore o gli Amministratori Delegati potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione loro delegati con le limitazioni e le modalità indicate nella delega.

Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, potranno essere attribuiti agli stessi sia in via congiunta che in via disgiunta, ovvero taluni poteri di amministrazione potranno essere attribuiti in via disgiunta e gli altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intenderanno attribuiti agli amministratori in via congiunta.

L'organo amministrativo può nominare direttori, direttori generali, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 18. Qualora i soci non vi abbiano provveduto, il Consiglio di Amministrazione nominerà tra i suoi componenti un Presidente ed eventualmente un Vice Presidente che sostituisca il Presidente in caso di assenza o impedimento.

Art. 19. Il Consiglio di Amministrazione si raduna nella sede sociale o in altro luogo indicato nell'avviso di convocazione tutte le volte che il Presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da due dei suoi membri.

La convocazione viene fatta dal Presidente o in caso di impedimento dal Vice Presidente o dall'Amministratore Delegato, se nominati mediante avviso che dovrà essere inviato a ciascun amministratore ed ai Sindaci Effettivi, se nominati, con raccomandata, telefax o posta elettronica almeno tre giorni prima dell'adunanza, o almeno ventiquattro ore prima dell'adunanza in caso di urgenza, e dovrà contenere la data, l'ora, il luogo della riunione ed i luoghi dai quali si può partecipare mediante collegamento audio e/o video nonché l'indicazione sommaria degli argomenti da trattare.

Il Consiglio è validamente riunito con la presenza della maggioranza dei suoi componenti e delibera con il voto favorevole della maggioranza dei presenti. Qualora il Consiglio di Amministrazione sia composto da un numero pari di membri ovvero in caso di parità dei voti, prevale il voto del Presidente o di chi presiede l'adunanza.

Art. 20. Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti.

È ammessa la possibilità per i partecipanti all'adunanza di intervenire a distanza mediante l'utilizzo di sistemi di collegamento per videoconferenza o per teleconferenza ovvero sia con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, video e/o audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento.

In tal caso dovrà essere consentito:

- al Presidente dell'adunanza di accertare l'identità degli intervenuti;
- al Presidente di regolare lo svolgimento dell'adunanza, far constare e proclamare i risultati della votazione;
- al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi oggetto di verbalizzazione;
- a tutti gli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea con possibilità di ricevere e trasmettere documentazione sempre in tempo reale.

La riunione si considererà tenuta nel luogo ove si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il soggetto verbalizzante, onde consentire la stesura e sottoscrizione del relativo verbale.

Art. 21. Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Art. 22. Gli amministratori hanno la rappresentanza generale della società di fronte ai terzi ed in giudizio.

In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza della società spetta al Presidente.

Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

Art. 23. L'assemblea potrà decidere di attribuire un compenso agli amministratori che potrà essere determinato in misura fissa o nella forma di partecipazione agli utili.

Gli amministratori avranno in ogni caso diritto al rimborso delle spese necessarie per l'esecuzione del loro mandato.

E' prevista a favore degli amministratori un'indennità per la cessazione del rapporto di collaborazione, la cui definizione è demandata all'assemblea.

Organo di controllo e revisore

Art. 24. La società può nominare un Organo di Controllo e/o un Revisore. La nomina dell'Organo di Controllo e/o del Revisore è in ogni caso obbligatoria nelle ipotesi previste dall'art. 2477 del Codice Civile e negli altri casi previsti dalla legge.

L'Organo di Controllo è costituito, alternativamente, su decisione dei Soci da adottare in sede di nomina, da un membro effettivo detto Sindaco Unico oppure da tre membri effettivi e due supplenti che formano il Collegio Sindacale. All'atto della nomina i Soci determinano anche il compenso spettante al Sindaco Unico o ai membri effettivi del Collegio Sindacale.

L'Organo di Controllo nominato vigila sull'osservanza della legge e delle norme di funzionamento della società, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento.

Esso esercita, altresì, la revisione legale dei conti della società, salvo che per particolari disposizioni di legge o per diversa decisione dei soci sia nominato all'uopo un Revisore. Quando l'Organo di Controllo esercita la revisione legale, tutti i suoi membri, effettivi e supplenti, devono essere iscritti nel registro dei revisori legali.

All'Organo di Controllo, anche monocratico, si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni sul collegio sindacale previste per le società per azioni. Quando l'Organo di Controllo è strutturato in forma collegiale, le sue riunioni possono svolgersi anche per audio conferenza o video conferenza nel rispetto delle condizioni di cui al precedente articolo 15 mutate per l'Organo di Controllo strutturato nei termini sopra indicati.

Il Revisore è nominato con decisione dei Soci, su proposta motivata dell'Organo di Controllo, e può essere sia un revisore legale dei conti persona fisica che una società di revisione legale, iscritti nell'apposito registro.

Il Sindaco Unico o il Collegio Sindacale e il Revisore, se nominato, durano in carica fino alla data in cui l'Assemblea dei Soci è convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio successivo a quello in corso alla data della rispettiva nomina.

Esercizi sociali bilancio e utili

Art. 25. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 gennaio di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio sociale l'Organo Amministrativo procederà alla formazione del bilancio che sarà depositato secondo le norme di legge in materia.

Il bilancio deve essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale salva la possibilità di un maggior termine nei limiti ed alle condizioni previsti dall'art. 2364 secondo comma c.c.

Art. 26. Gli utili derivanti dal bilancio regolarmente approvato dall'assemblea saranno destinati per il 5% (cinque per cento) alla riserva legale fino a che quest'ultima non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale e per il resto saranno ripartiti secondo la decisione dei soci che approva il bilancio.

Versamenti

Art. 27. La società, nel rispetto delle norme vigenti in materia di raccolta del risparmio presso i soci, può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci finanziamenti con obbligo di rimborso, salvo quanto disposto dall'art. 2467 c.c., anche senza corresponsione di interessi ovvero può acquisire fondi dai soci anche ad altro titolo, sempre con obbligo di rimborso.

Titoli di debito

Art. 28. La società può emettere titoli di debito, che possono essere sottoscritti unicamente dai soggetti a ciò legittimati dalla normativa vigente, su decisione dell'assemblea dei soci che delibera con il voto favorevole della maggioranza del capitale sociale.

Scioglimento e liquidazione

Art. 29. La società si scioglie nei casi e con i modi previsti dalla legge.

La nomina e la revoca dei liquidatori è di competenza dell'assemblea, che delibera con le maggioranze previste per le modificazioni dello statuto: in caso di nomina di pluralità di liquidatori, gli stessi costituiscono il collegio di liquidazione.

Clausola compromissoria

Art. 30. Tutte le controversie che dovessero insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società, anche se promosse da amministratori, liquidatori e dall'organo di controllo ovvero nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno devolute al giudizio di un Collegio Arbitrale, composto di tre membri, nominati dal Presidente dell'Ordine degli Avvocati del luogo in cui la società ha sede entro il termine di trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente.

Ove il soggetto designato non provveda entro detto termine, la nomina è richiesta al Presidente del Tribunale del luogo in cui la società ha la sede legale.

Non possono essere oggetto di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del pubblico ministero.

Il Collegio Arbitrale deciderà a maggioranza entro sessanta giorni dalla nomina secondo diritto.

Le modifiche dell'atto costitutivo, introduttive o soppressive di clausole compromissorie, devono essere approvate dai soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

Comunicazioni

Art. 31. Tutte le comunicazioni ai soci, ove il presente statuto non prescriva una forma specifica, dovranno essere effettuate in forma scritta e recapitate a mano contro ricevuta o per posta mediante raccomandata A.R., o per telefax o per invio di posta elettronica ai corrispondenti indirizzi dei soci quali risultanti dal libro soci.

Le comunicazioni agli amministratori, ai sindaci, al revisore, ai liquidatori ed alla società devono essere effettuate, con le medesime forme sopra indicate, all'indirizzo della società quale risultante dal Registro delle Imprese.

Rinvio

Art. 32. Per tutto quanto non previsto nel presente statuto si fa espresso richiamo alle vigenti disposizioni di legge in materia.

It is understood that the legal requirements set forth under Italian law for the adoption of the restated articles of association in accordance with Italian law need to be accomplished.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to confirm that the Company will, upon transfer and change of nationality as per Effective Date, remain the owner of all its assets and liabilities without any limitations or discontinuity, including from a tax perspective. The Company will thus continue to own all its assets and liabilities incurred or entered into before the transfer and change of nationality.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to accept the resignation of the managers of the Company (being Daniel GALHANO, Giovanni GATTESCHI and Patrizio BERTELLI), with effect from the Effective Date and to give them discharge (quitus) for the performance of their respective mandate up until the Effective Date.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint, for a term of office of three (3) financial years which lapses on the day of the shareholders meeting called to approve of the financial statements for the last year of their office, with effect as from the Effective Date, the following persons as members of the Board of Directors of the Company, in accordance with Italian law:

- Patrizio BERTELLI, born on April 6, 1946 in Arezzo, Italy, with professional address at Via De Mannini n.2, Arezzo Italy and with fiscal code BRTPRZ46D06A390D; and
- Giovanni GATTESCHI, born on 5 September 1950 in Arezzo, Italy, with professional address at Via De Mannini n.2, Arezzo Italy and with fiscal code GTTGNN50P05A390D.

The Sole Shareholder further resolves to appoint from the above directors, Mr Patrizio BERTELLI, prenamed, as chairman of the board of directors, and to approve an aggregate annual fee in an amount of EUR 15,000.- for the entire Board of Directors.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Barbara FRACASSI, born on 20 June 1967 in Arezzo, Italy, with professional address at Via C. Pisacane n. 29/e, with fiscal code FRCBBR67H60A390M, registered on Albo dei Dottori Commercialisti

ed Esperti Contabili della provincia di Arezzo al n. 269 - 6/3/1990 and on Registro dei revisori Contabili al n. 86317 - 27/7/1999, as sole statutory auditor for a term of office of three (3) financial years which lapses on the day of the shareholders meeting called to approve of the financial statements for the last year of its office, with effect as from the Effective Date and to approve an annual fee in an amount of EUR 5,000.- for the sole statutory auditor.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to empower and authorise Daniel GALHANO, Giovanni GATTESCHI and Patrizio BERTELLI, each acting individually, in order to perform all steps, actions, procedures and formalities required or useful in connection with the transfer of the registered office, principal establishment, place of effective management and central place of administration of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy and any of the preceding resolutions, under any applicable laws.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

No further business being brought before the meeting, the Meeting is closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proholder of the appearing party, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de décembre,

Par-devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue:

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de PA BE 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.327 (la Société). La Société a été constituée le 29 juillet 1994, suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) sous le numéro 469, le 19 novembre 1994. Depuis cette date les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises, et pour la dernière fois le 27 novembre 2014, suivant un acte passé par Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial le 9 décembre 2014 sous le numéro 3776.

A COMPARU:

Patrizio Bertelli, né le 6 avril 1946 à Arezzo, Italie et demeurant au 11, Via Poggio Mendico, I - 52100 Arezzo, Italie (l'Associé Unique),

l'Associé Unique est représenté par Peggy Simon, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Echternach, 9, Rabatt, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient cent pour cent (100%) du capital social de la Société, et par conséquent peut délibérer sur les points ci-dessous mentionnés;

II. qu'en vertu de résolutions prises lors d'une assemblée des associés de la Société tenue devant le notaire instrumentant ce jour, (l'Acte de Fusion), la Société a approuver une fusion avec ARTE TWO B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) regie par le droit néerlandais, dont le siège officiel (statutaire zetel) est situé à Amsterdam, les Pays-Bas, dont le siège social est situé au Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam et qui est immatriculée auprès du registre commercial néerlandais des Chambres de Commerce sous le numéro 51618710, conformément à un projet commun de fusion publié au Mémorial le 31 octobre, 2014 sous le numéro 3186 (le Projet Commun de Fusion Transfrontalière). Le Projet Commun de Fusion Transfrontalière deviendra effectif à compter de la date de publication de l'Acte de Fusion au Mémorial (la Date d'Effet de la Fusion).

III. qu'en vertu d'un projet de scission publié au Mémorial le 21 novembre, 2014 sous le numéro 3490 (le Projet de Scission), la Société envisage de se scinder par constitution d'une nouvelle société, PA BE ARTE, une société civile, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et dont le siège social sera établi au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la Scission). A l'effet de rendre la Scission effective, le Projet de Scission doit être approuvé par l'Associé Unique lors d'une assemblée générale extraordinaire de la Société qui doit être tenue par devant un notaire luxembourgeois (l'Assemblée de Scission). L'Assemblée de Scission devra être tenue au plus tôt au jour de la Date d'Effet

de la Fusion. La Scission deviendra effective après la tenue de l'Assemblée de Scission lors de laquelle la Scission est approuvée (le Moment d'Effet de la Scission).

IV. que l'Associé Unique se prononce sur ce qui suit:

1. Prise d'acte et approbation du bilan (pro-forma) de la Société reflétant la situation financière de la Société à partir du Moment d'Effet de la Scission (le Bilan Intérimaire Pro-Forma);

2. Transfert du siège social, principal établissement, administration centrale et lieu de gestion effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie, avec effet (la Date Effective) à compter de la date de l'inscription de l'acte de dépôt italien à la Chambre de Commerce de Arezzo en Italie ou, si elle se tient subséquemment à cette inscription, immédiatement après la tenue de l'Assemblée de Scission (i.e. immédiatement après la prise d'effet de la Scission, conformément à l'article 301 jo. Article 307 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la Loi)) sans dissolution de la Société mais, au contraire, avec continuation de sa personnalité juridique;

3. Transformation de la Société, à compter de la Date Effective, en S.r.l. («società a responsabilità limitata») (société à responsabilité limitée de droit italien) avec modification de la dénomination sociale de la Société en «PA BE 1 S.r.l.» et refonte intégrale des statuts de la Société de sorte qu'ils soient conformes au droit italien;

4. Confirmation que la Société, lors du transfert et du changement de nationalité à compter de la Date Effective, demeurera le propriétaire de l'intégralité de ses actifs et passifs sans discontinuité ou limitation, y compris d'un point de vue fiscal;

5. Prise d'acte de la démission des gérants de la Société et octroi de décharge (quitus) à leur endroit pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs;

6. Nomination de nouveaux administrateurs;

7. Nomination des commissaires;

8. Autorisation d'accomplir toutes les démarches, actions, procédures et formalités exigées ou utiles en lien avec le transfert du siège social, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie, et en lien avec toutes les résolutions précédentes, en vertu de toute loi applicable;

9. Divers.

Que les Associés ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le Bilan Intérimaire Pro-Forma qui a été préparé conformément à la loi et aux principes comptables luxembourgeois. Ledit bilan, après avoir été signé «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attaché au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social, le principal établissement, l'administration centrale, et le lieu de gestion effective de la Société, sans aucune modification apportée à la personnalité juridique de la Société, du Grand-Duché de Luxembourg vers Via De' Mannini n. 2, 52100 Arezzo, Italie avec effet à compter de la Date Effective.

En conséquence dudit transfert à compter de la Date Effective, la Société adoptera la nationalité italienne et par conséquent sera soumise au droit italien, sans que la Société ne soit dissoute mais au contraire avec pleine continuité de sa personnalité juridique et morale.

Troisième résolution

En conséquence de la deuxième résolution, et à compter de la Date Effective, l'Associé Unique décide de transformer la Société, existant actuellement sous la forme d'une société dont la responsabilité est limitée en vertu du droit luxembourgeois, en une S.r.l., une «società a responsabilità limitata» (société à responsabilité limitée de droit italien) régie par le droit italien, de modifier sa dénomination sociale en «PA BE 1 S.r.l.» et d'intégralement refondre les statuts de la Société de sorte qu'ils soient conformes au droit italien de la manière suivante:

STATUTO

Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

Art. 1. E' costituita una società a responsabilità limitata denominata

“PA BE 1 S.R.L.”.

Art. 2. La società ha sede in Arezzo all'indirizzo risultante dall'apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese.

La società potrà istituire e sopprimere sedi secondarie, filiali, rappresentanze ed agenzie sia in Italia che all'estero.

Art. 3. La società ha per oggetto le seguenti attività:

a) l'assunzione, la gestione e la dismissione di partecipazioni in sociétés italiennes et étrangères, quel que soit l'objet social, y compris celles en sociétés de gestion de portefeuille; le financement sous quelque forme et le coordonnage

tecnico, finanziario e amministrativo delle società partecipate, anche indirettamente, nonché l'esercizio nei confronti di queste ultime di attività di indirizzo, rimanendo espressamente vietato lo svolgimento delle predette attività nei confronti del pubblico;

b) la prestazione di servizi finanziari in genere, con esclusione di quelli riservati alle professioni protette, nonché di servizi di natura organizzativa e amministrativa a società partecipate, anche indirettamente;

c) la partecipazione a Fondi d'Investimento chiusi non a fini di ricollocamento;

d) l'attività di indirizzo, di coordinamento e di valutazione delle partecipazioni detenute dai soci della Società o da loro partecipate in altre imprese, il tutto con esclusione di qualsiasi attività consulenziale riservata, per legge, a soggetti iscritti in albi professionali;

d) l'acquisto, la costruzione, la vendita, la permuta e la locazione di beni immobili e mobili;

e) l'acquisto, la registrazione, l'utilizzo e il trasferimento di marchi, licenze, brevetti e altri diritti di proprietà intellettuale di qualsiasi tipologia, nonché lo svolgimento di servizi e assistenza per lo sfruttamento degli stessi.

La società potrà svolgere tutte le attività finanziarie, mobiliari, immobiliari e commerciali, che l'organo amministrativo ritenga utili o necessarie per la realizzazione delle attività che costituiscono l'oggetto sociale; potrà assumere interessenze e partecipazioni in altre società, enti ed organismi in genere, che abbiano scopi analoghi o connessi al proprio nonché concedere fidejussioni, avalli e prestare garanzie reali e personali anche per debiti di terzi, sempre se utili o necessarie per la realizzazione delle attività che costituiscono l'oggetto sociale.

Tutte le suddette attività dovranno essere svolte nei limiti e nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti ed è in particolare escluso l'esercizio nei confronti del pubblico di ogni attività qualificata dalla normativa vigente come attività finanziaria nonché di ogni attività riservata agli iscritti in albi professionali.

Art. 4. La durata della società è fissata al 31 gennaio 2100.

Libro soci - Domicilio dei soci

Art. 5. La Società adotta la tenuta volontaria del libro soci a cura degli amministratori, ai sensi degli artt. 2215 e 2218 c.c., subordinando all'iscrizione nel libro medesimo l'esercizio dei diritti sociali e derogando statutariamente ai novellati articoli 2470, comma 1, c.c. (effetti della cessione nei confronti della società) e 2479-bis, comma 1, c.c. (convocazione dell'assemblea).

Pertanto, a condizione che siano stati rispettati i vincoli e le limitazioni statutarie, i trasferimenti delle partecipazioni avranno effetto nei confronti della società:

- per quanto riguarda quelli per atto tra vivi, dal momento dell'iscrizione nel libro soci su richiesta dell'alienante o dell'acquirente, verso esibizione del titolo da cui risultino il trasferimento e l'avvenuta iscrizione presso il competente ufficio del registro delle imprese;

- per quanto riguarda quelli a causa di morte, dal momento dell'iscrizione nel libro soci, su richiesta dell'erede o del legatario, previa iscrizione, presso il competente ufficio del registro delle imprese e presentazione alla Società, della documentazione richiesta per l'annotazione nel libro soci dei corrispondenti trasferimenti in materia di società per azioni (Art. 7 del R.D. 20 marzo 1942 n. 239).

In tale libro saranno indicati per ogni socio: il nome, cognome, luogo e data di nascita, domicilio, denominazione o ragione sociale, sede, indirizzo, codice fiscale e, se posseduti, numero di telefono, fax, indirizzo di posta elettronica, nonché le partecipazioni sociali di cui sono titolari, i trasferimenti ed i vincoli ad esse relativi ed i versamenti eseguiti, nonché le variazioni delle persone dei soci.

I soci sono obbligati a fornire i dati occorrenti per la tenuta e l'aggiornamento costante del libro.

Il domicilio di ciascun socio, per quel che concerne i rapporti con la società, è quello risultante dal libro dei soci.

Capitale

Art. 6. Il capitale della società è di EURO 174.737,15 diviso in quote ai sensi di legge.

In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione delle partecipazioni da essi possedute.

L'aumento di capitale, salvo per il caso di cui all'art. 2482 ter c.c., potrà essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, in tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 c.c.

Conferimenti - Partecipazioni

Art. 7. Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica ed in particolare beni in natura, crediti, prestazioni d'opera o di servizi a favore della società.

Le partecipazioni dei soci sono determinate in misura proporzionale ai rispettivi conferimenti.

Trasferimento delle partecipazioni

Art. 8. Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili sia per atto tra vivi che a causa di morte con le limitazioni di cui appresso.

In caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni, ai soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

(i) Il socio che intende vendere o comunque trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione e/o i diritti di opzione a lui spettanti dovrà darne comunicazione a tutti i soci ed all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento inviata alla sede della società ed al domicilio di ciascuno dei soci risultante dal libro soci; la comunicazione deve contenere il nominativo e le generalità del terzo cessionario, il prezzo concordato e le condizioni della cessione.

I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra possono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto della partecipazione e/o dei diritti di opzione cui la comunicazione si riferisce con le seguenti modalità, condizioni e termini:

- ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire al socio offerente la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata con avviso di ricevimento consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di spedizione (risultante dal timbro postale) dell'offerta di prelazione;

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione e/o i diritti di opzione offerti spetteranno ai soci interessati in proporzione alla partecipazione al capitale posseduta da ciascun socio.

(ii) La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente; qualora peraltro il prezzo non fosse determinato in una somma di denaro, il socio venditore dovrà indicare nella propria comunicazione il corrispettivo valore in denaro che rappresenterà il prezzo al quale potrà essere esercitato il diritto di prelazione medesimo. Il socio che intenda esercitare il proprio diritto di prelazione dovrà altresì indicare, nella comunicazione con cui manifesta la propria intenzione di esercitare il diritto di prelazione stesso, se concorda con la determinazione del prezzo fatta dal socio venditore. In caso di disaccordo, il prezzo della partecipazione sarà determinato mediante valutazione effettuata da primaria società di revisione - da individuarsi tra le seguenti: KPMG, Deloitte, PwC o Ernst&Young - scelta di comune accordo tra le Parti o, in caso di disaccordo, dal Presidente del Tribunale di Milano su istanza della parte più diligente.

(iii) Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità della partecipazione e/o dei diritti offerti; in caso di esercizio parziale del diritto stesso, così come nella ipotesi in cui nessun socio intenda acquistare la partecipazione e/o i diritti offerti, il socio offerente sarà libero di trasferire la partecipazione e/o i diritti offerti all'acquirente indicato nell'offerta entro tre mesi dal giorno di ricevimento dell'offerta stessa da parte dei soci.

(iv) Si precisa che:

- nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" sono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, a titolo esemplificativo, i contratti di permuta, dazione in pagamento, conferimento in società e donazione nonché gli atti o i contratti di trasferimento della nuda proprietà e di trasferimento o costituzione di diritti reali di godimento aventi ad oggetto la partecipazione;

- in caso di rinuncia da parte di un socio all'esercizio della prelazione, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente ed automaticamente agli altri soci che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante;

- nell'ipotesi di trasferimento della partecipazione e/o diritti di opzione inter vivos eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro dei soci e non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi.

(v) Le limitazioni al trasferimento della partecipazione previste da questo articolo non sono applicabili:

- quando il cessionario è società controllante del soggetto cedente o società controllata e/o collegata a quest'ultimo, ovvero controllata dalla medesima controllante;

- quando il trasferimento avvenga a società fiduciarie autorizzate all'esercizio di tale attività ai sensi di legge e/o nel caso di ritrasferimento da parte delle stesse a favore dei fiducianti originari, previa esibizione del mandato fiduciario;

- quando il trasferimento avvenga a favore di altro socio ovvero di coniuge o parenti in linea retta.

Le partecipazioni sono liberamente trasferibili a causa di morte.

Recesso

Art. 9. I soci possono recedere dalla società nei casi previsti dalla legge.

Il diritto di recesso è esercitato nei termini e con le modalità di cui all'art. 2437-bis c.c.

Il recesso avrà effetto nei confronti della società dal giorno di ricezione della comunicazione presso la sede sociale.

Per quanto riguarda la determinazione della somma spettante al socio receduto, i termini e le modalità di pagamento della stessa, valgono le disposizioni previste dall'art. 2473, terzo e quarto comma, c.c.

Decisioni dei soci ed assemblea

Art. 10. Sono riservate alla competenza dei soci:

- l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;

- la nomina e la revoca degli amministratori (ove l'atto costitutivo non individui già gli amministratori o non attribuisca tale diritto ad alcuni soci);

- la nomina nei casi previsti dall'articolo 2477, secondo e terzo comma, c.c. dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;

- le modificazioni dell'atto costitutivo;
- la decisione di compiere operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale, ovvero una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- le decisioni sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

Le decisioni dei soci sono adottate mediante deliberazione assembleare.

Art. 11. L'assemblea è convocata dall'organo amministrativo presso la sede sociale o in altro luogo, purché in Italia o all'estero nell'ambito dell'Unione Europea o in Svizzera, nel Principato di Monaco o nella Repubblica di San Marino.

Nell'avviso di convocazione da spedirsi a mezzo raccomandata, telefax o posta elettronica ai soci nel domicilio risultante dal libro soci, almeno otto giorni prima dell'adunanza, devono essere indicati il giorno, l'ora ed il luogo dell'adunanza stessa nonché l'ordine del giorno in discussione ed i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire.

Analoghe indicazioni devono essere precisate per l'eventuale seconda convocazione.

Le assemblee sono validamente costituite anche senza le formalità sancite dal presente articolo quando è presente o rappresentato l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i Sindaci, ove nominati, sono presenti ovvero, per dichiarazione del presidente dell'assemblea, risultino informati della riunione e degli argomenti da trattare, senza aver manifestato opposizione.

Art. 12. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal Presidente del Consiglio di amministrazione o, in mancanza, dalla persona designata dagli intervenuti.

Il Presidente dell'assemblea è assistito da un segretario designato dall'assemblea a maggioranza semplice del capitale presente, ove prescritto dalla legge o l'organo amministrativo lo ritenga opportuno le funzioni di segretario sono attribuite ad un Notaio.

Il Presidente verifica la regolarità della costituzione dell'assemblea, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento ed accerta i risultati delle votazioni; degli esiti di tali accertamenti deve essere dato conto nel verbale.

Art. 13. Possono intervenire in assemblea tutti coloro che risultino iscritti nel libro dei soci. I soci possono farsi rappresentare in ciascuna assemblea mediante delega scritta, consegnata al delegato anche via telefax o via posta elettronica con firma digitale.

E' ammessa la possibilità per i partecipanti all'assemblea di intervenire a distanza mediante l'utilizzo di sistemi di collegamento per videoconferenza o per teleconferenza ovvero con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, video e/o audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci.

In tal caso dovrà essere consentito:

- al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti;
- al Presidente di regolare lo svolgimento dell'adunanza, far constare e proclamare i risultati della votazione;
- al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- a tutti gli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea con possibilità di ricevere e trasmettere documentazione sempre in tempo reale.

La riunione si considererà tenuta nel luogo ove si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il soggetto verbalizzante, onde consentire la stesura e sottoscrizione del relativo verbale.

Art. 14. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal Notaio. Dal verbale devono risultare, per attestazione del presidente:

- la regolare costituzione dell'assemblea;
- anche in allegato, l'identità dei partecipanti, il capitale rappresentato da ciascuno di essi e la loro legittimazione;
- lo svolgimento della riunione;
- le modalità e il risultato delle votazioni;
- anche in allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti e/o dissenzienti.

Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Art. 15. Per la valida costituzione dell'assemblea e per le deliberazioni della stessa valgono le norme del codice civile.

Amministrazione

Art. 16. La società è amministrata da un Amministratore Unico, anche non socio, o da più amministratori, anche non soci, secondo quanto stabilito all'atto della nomina.

La nomina degli amministratori compete ai soci ai sensi dell'art.2479 c.c., ove l'atto costitutivo non disponga diversamente.

Gli amministratori durano in carica a tempo indeterminato salvo revoca o dimissioni ovvero per un periodo determinato fissato al tempo della loro nomina e sono rieleggibili.

Quando l'amministrazione della società è affidata a più persone, la decisione di nomina stabilisce alternativamente:

- a) se gli amministratori debbano operare con metodo collegiale;
- b) se l'amministrazione sia affidata a ciascun amministratore disgiuntamente ovvero congiuntamente; in tali casi si applicano rispettivamente gli artt. 2257 e 2258 c.c.

La redazione del progetto di bilancio e dei progetti di fusione o scissione, nonché le decisioni di aumento del capitale ai sensi dell'art. 2481 c.c. sono in ogni caso di competenza dell'organo amministrativo che, qualora sia composto da più membri, dovrà decidere nel rispetto del metodo collegiale.

Qualora l'Organo Amministrativo sia composto da più membri, il venir meno per qualsiasi motivo ovvero della maggioranza di essi, se in numero dispari, o della metà di essi, se in numero pari, comporta la decadenza dalla carica di tutti gli altri membri e deve essere promossa la decisione dei soci per la nomina dei nuovi amministratori.

Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori quelli rimasti in carica, od anche uno solo di essi, dovranno proporre d'urgenza ai soci di adottare le decisioni o le deliberazioni per la nomina dei nuovi amministratori. Qualora entro trenta giorni dalla cessazione della carica, per qualsiasi motivo, non si provveda a quanto sopra, la decisione potrà essere proposta da uno qualsiasi dei soci.

I soci provvederanno a tale nomina nel rispetto della forma di amministrazione originariamente prescelta e gli amministratori così nominati scadranno insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

Art. 17. L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o il presente statuto riservano espressamente ai soci.

Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri, a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c., ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente.

L'Amministratore o gli Amministratori Delegati potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione loro delegati con le limitazioni e le modalità indicate nella delega.

Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, potranno essere attribuiti agli stessi sia in via congiunta che in via disgiunta, ovvero taluni poteri di amministrazione potranno essere attribuiti in via disgiunta e gli altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intenderanno attribuiti agli amministratori in via congiunta.

L'organo amministrativo può nominare direttori, direttori generali, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 18. Qualora i soci non vi abbiano provveduto, il Consiglio di Amministrazione nominerà tra i suoi componenti un Presidente ed eventualmente un Vice Presidente che sostituisca il Presidente in caso di assenza o impedimento.

Art. 19. Il Consiglio di Amministrazione si raduna nella sede sociale o in altro luogo indicato nell'avviso di convocazione tutte le volte che il Presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da due dei suoi membri.

La convocazione viene fatta dal Presidente o in caso di impedimento dal Vice Presidente o dall'Amministratore Delegato, se nominati mediante avviso che dovrà essere inviato a ciascun amministratore ed ai Sindaci Effettivi, se nominati, con raccomandata, telefax o posta elettronica almeno tre giorni prima dell'adunanza, o almeno ventiquattro ore prima dell'adunanza in caso di urgenza, e dovrà contenere la data, l'ora, il luogo della riunione ed i luoghi dai quali si può partecipare mediante collegamento audio e/o video nonché l'indicazione sommaria degli argomenti da trattare.

Il Consiglio è validamente riunito con la presenza della maggioranza dei suoi componenti e delibera con il voto favorevole della maggioranza dei presenti. Qualora il Consiglio di Amministrazione sia composto da un numero pari di membri ovvero in caso di parità dei voti, prevale il voto del Presidente o di chi presiede l'adunanza.

Art. 20. Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti.

È ammessa la possibilità per i partecipanti all'adunanza di intervenire a distanza mediante l'utilizzo di sistemi di collegamento per videoconferenza o per teleconferenza ovvero sia con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, video e/o audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento.

In tal caso dovrà essere consentito:

- al Presidente dell'adunanza di accertare l'identità degli intervenuti;
- al Presidente di regolare lo svolgimento dell'adunanza, far constare e proclamare i risultati della votazione;
- al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi oggetto di verbalizzazione;
- a tutti gli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea con possibilità di ricevere e trasmettere documentazione sempre in tempo reale.

La riunione si considererà tenuta nel luogo ove si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il soggetto verbalizzante, onde consentire la stesura e sottoscrizione del relativo verbale.

Art. 21. Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Art. 22. Gli amministratori hanno la rappresentanza generale della società di fronte ai terzi ed in giudizio.

In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza della società spetta al Presidente.

Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

Art. 23. L'assemblea potrà decidere di attribuire un compenso agli amministratori che potrà essere determinato in misura fissa o nella forma di partecipazione agli utili.

Gli amministratori avranno in ogni caso diritto al rimborso delle spese necessarie per l'esecuzione del loro mandato.

E' prevista a favore degli amministratori un'indennità per la cessazione del rapporto di collaborazione, la cui definizione è demandata all'assemblea.

Organo di controllo e revisore

Art. 24. La società può nominare un Organo di Controllo e/o un Revisore. La nomina dell'Organo di Controllo e/o del Revisore è in ogni caso obbligatoria nelle ipotesi previste dall'art. 2477 del Codice Civile e negli altri casi previsti dalla legge.

L'Organo di Controllo è costituito, alternativamente, su decisione dei Soci da adottare in sede di nomina, da un membro effettivo detto Sindaco Unico oppure da tre membri effettivi e due supplenti che formano il Collegio Sindacale. All'atto della nomina i Soci determinano anche il compenso spettante al Sindaco Unico o ai membri effettivi del Collegio Sindacale.

L'Organo di Controllo nominato vigila sull'osservanza della legge e delle norme di funzionamento della società, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento.

Esso esercita, altresì, la revisione legale dei conti della società, salvo che per particolari disposizioni di legge o per diversa decisione dei soci sia nominato all'uopo un Revisore. Quando l'Organo di Controllo esercita la revisione legale, tutti i suoi membri, effettivi e supplenti, devono essere iscritti nel registro dei revisori legali.

All'Organo di Controllo, anche monocratico, si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni sul collegio sindacale previste per le società per azioni. Quando l'Organo di Controllo è strutturato in forma collegiale, le sue riunioni possono svolgersi anche per audio conferenza o video conferenza nel rispetto delle condizioni di cui al precedente articolo 15 mutate per l'Organo di Controllo strutturato nei termini sopra indicati.

Il Revisore è nominato con decisione dei Soci, su proposta motivata dell'Organo di Controllo, e può essere sia un revisore legale dei conti persona fisica che una società di revisione legale, iscritti nell'apposito registro.

Il Sindaco Unico o il Collegio Sindacale e il Revisore, se nominato, durano in carica fino alla data in cui l'Assemblea dei Soci è convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio successivo a quello in corso alla data della rispettiva nomina.

Esercizi sociali bilancio e utili

Art. 25. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 gennaio di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio sociale l'Organo Amministrativo procederà alla formazione del bilancio che sarà depositato secondo le norme di legge in materia.

Il bilancio deve essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale salva la possibilità di un maggior termine nei limiti ed alle condizioni previsti dall'art. 2364 secondo comma c.c.

Art. 26. Gli utili derivanti dal bilancio regolarmente approvato dall'assemblea saranno destinati per il 5% (cinque per cento) alla riserva legale fino a che quest'ultima non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale e per il resto saranno ripartiti secondo la decisione dei soci che approva il bilancio.

Versamenti

Art. 27. La società, nel rispetto delle norme vigenti in materia di raccolta del risparmio presso i soci, può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci finanziamenti con obbligo di rimborso, salvo quanto disposto dall'art. 2467 c.c., anche senza corresponsione di interessi ovvero può acquisire fondi dai soci anche ad altro titolo, sempre con obbligo di rimborso.

Titoli di debito

Art. 28. La società può emettere titoli di debito, che possono essere sottoscritti unicamente dai soggetti a ciò legittimati dalla normativa vigente, su decisione dell'assemblea dei soci che delibera con il voto favorevole della maggioranza del capitale sociale.

Scioglimento e liquidazione

Art. 29. La società si scioglie nei casi e con i modi previsti dalla legge.

La nomina e la revoca dei liquidatori è di competenza dell'assemblea, che delibera con le maggioranze previste per le modificazioni dello statuto: in caso di nomina di pluralità di liquidatori, gli stessi costituiscono il collegio di liquidazione.

Clausola compromissoria

Art. 30. Tutte le controversie che dovessero insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società, anche se promosse da amministratori, liquidatori e dall'organo di controllo ovvero nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno devolute al giudizio di un Collegio Arbitrale, composto di tre membri, nominati dal Presidente dell'Ordine degli Avvocati del luogo in cui la società ha sede entro il termine di trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente.

Ove il soggetto designato non provveda entro detto termine, la nomina è richiesta al Presidente del Tribunale del luogo in cui la società ha la sede legale.

Non possono essere oggetto di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del pubblico ministero.

Il Collegio Arbitrale deciderà a maggioranza entro sessanta giorni dalla nomina secondo diritto.

Le modifiche dell'atto costitutivo, introduttive o soppressive di clausole compromissorie, devono essere approvate dai soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

Comunicazioni

Art. 31. Tutte le comunicazioni ai soci, ove il presente statuto non prescriva una forma specifica, dovranno essere effettuate in forma scritta e recapitate a mano contro ricevuta o per posta mediante raccomandata A.R., o per telefax o per invio di posta elettronica ai corrispondenti indirizzi dei soci quali risultanti dal libro soci.

Le comunicazioni agli amministratori, ai sindaci, al revisore, ai liquidatori ed alla società devono essere effettuate, con le medesime forme sopra indicate, all'indirizzo della società quale risultante dal Registro delle Imprese.

Rinvio

Art. 32. Per tutto quanto non previsto nel presente statuto si fa espresso richiamo alle vigenti disposizioni di legge in materia.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de confirmer que la Société, lors du transfert et du changement de nationalité à compter de la Date Effective, demeurera le propriétaire de l'intégralité de l'actif et du passif sans limitation ou sans discontinuité, y compris d'un point de vue fiscal. Ainsi la Société demeurera le propriétaire de l'intégralité de l'actif contracté et du passif dû avant le transfert et le changement de nationalité.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la démission des gérants de la Société (à savoir, Daniel GALHANO, Giovanni GATTESCHI, Patrizio BERTELLI), à compter de la Date Effective et de leur octroyer décharge (quitus) pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs jusqu'à la Date Effective.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de nommer pour un terme de trois (3) exercices sociaux à compter de la Date Effective, les personnes suivantes en qualité de membres de l'assemblée générale des administrateurs de la Société conformément au droit italien, jusqu'à la date de la tenue de l'assemblée des associés approuvant les états financiers pour la dernière année de leurs mandats:

- Patrizio BERTELLI, né à Arezzo, Italie, le 6 avril 1946, avec adresse professionnelle à Via De Mannini n.2, Arezzo, Italie et code fiscal BRTPRZ46D06A390D; et

- Giovanni GATTESCHI, né à Arezzo, Italie, le 5 septembre 1950, avec adresse professionnelle à Via De Mannini n.2, Arezzo, Italie et code fiscal GTTGNN50P05A390D.

L'Associé Unique décide en outre de nommer parmi les administrateurs susmentionnés, Monsieur Patrizio BERTELLI, précité, en qualité de président du conseil d'administration, et d'approuver une rémunération annuelle totale d'un montant de EUR 15,000 au profit de l'entièreté de l'assemblée générale administrateurs.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de nommer, comme commissaire Barbara FRACASSI, né à Arezzo, Italie, le 20 juin 1967, avec adresse professionnelle à Via C. Pisacane n. 29/e et code fiscal FRCBBR67H60A390M, inscrite au Albo dei Dottori Commercialisti ed Esperti Contabili della provincia di Arezzo al n. 269 - 6/3/1990 and on Registro dei revisori Contabili al n. 86317 - 27/7/1999, pour une durée de trois (3) exercices sociaux, avec effet à compter de la Date Effective jusqu'à

la date de l'assemblée des associés adoptant les états financiers pour la dernière année de son mandat. Il approuve en outre une rémunération annuelle totale d'un montant de EUR 5,000 au profit du commissaire unique.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et d'autoriser Daniel GALHANO, Giovanni GATTESCHI, Patrizio BERTELLI, chacun agissant individuellement, à l'effet d'accomplir toutes les démarches, actions, procédures et formalités exigées ou utiles en lien avec le transfert du siège social, du principal établissement, du lieu de gestion effective, et de l'administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie et en lien avec toutes les résolutions précédentes, en vertu de toute loi applicable.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. Sur la demande de ladite partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaut.

L'ordre du jour étant épuisé l'Assemblée est levée.

Dont acte, le présent acte notarié est passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant le présent acte en original.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 24 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2687. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209509/879.

(140233545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Patron Noosa Propco (Bath) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 187.262.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 8 décembre 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. Emmanuel Mougeolle de son poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

- Nomination de M. Steve van den Broek, directeur de sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

- M. Steve van den Broek, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2014196955/20.

(140219773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

JAB Consumer Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 275.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 187.699.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of November.

Before us, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

- JAB Partners S.à r.l., a Luxembourg company of which the registered office is at 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, represented by Ms Flora Gibert, employee professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 28 November 2014, and.

- Mr Philip von Wulffen, a German resident professionally residing at 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, represented by Ms Flora Gibert, employee professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Munich, on 28 November 2014.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties are all the shareholders of the company "JAB Consumer Fund Management S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its registered office at 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 187.699, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 20 May 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 12 August 2014, number 2133.

The appearing parties, representing the whole corporate capital, take the following resolutions:

First resolution

The shareholders RESOLVE to convert the existing shares into Class A Shares and Class B Shares, each with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) subscribed as follows:

- Mr Philip von Wulffen: one hundred and six (106) class A shares
- JAB Partners S.à r.l.: two thousand six hundred and forty-four (2,644) class B shares;

and consequently to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

"The Management Company's capital is fixed at two hundred and seventy-five thousand Euro (EUR 275,000.-) represented by one hundred and six (106) Class A Shares and two thousand six hundred and forty-four (2,644) Class B Shares of hundred Euro (EUR 100.-) each."

Second resolution

The shareholders RESOLVE to amend article 18 of the articles of incorporation of the Company by inserting a new third paragraph to such article that shall read as follows:

"Notwithstanding anything to the contrary herein, the distribution of dividends or any other distributions made by the Management Company, shall be carried out in accordance with the Law and always in accordance with the payment waterfall specified in Title VII of these Articles."

Third resolution

The shareholders RESOLVE to amend article 19 by inserting, as last paragraph, an additional paragraph to such article that shall read as follows:

"The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the Shareholders in accordance with Article 20."

Fourth resolution

The shareholders RESOLVE to:

- insert a new title to the articles of incorporation of the Company 'Title VII. Payment Waterfall' as well as a new article 20 under such title that shall read as follows:

"Any distributions made by the Management Company, from funds available to the Management Company and taking into account the amounts available to the applicable classes of Shares for distribution pursuant to the Law and these Articles, (including, but not limited to a distribution made on liquidation or dissolution of the Management Company), must be made in the following order:

- the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to receive a distribution pro rata to their shareholding in the Management Company, subject to a minimum annual cumulative distribution payment equal to four hundred thousand Euro (EUR 400,000) (the "Class A Minimum Dividend Amount");

- the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to receive a distribution pro rata to their shareholding in the Management Company, provided that where the pro rata distribution entitlement of the holder(s) of the Class A Shares is inferior to the Class A Minimum Dividend Amount, the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to receive all available distributions in excess of the Class A Minimum Dividend Amount."; and consequently:

* update the numbering of the Title VII. 'Amendments' as well as the current articles 20 and 21 of the articles of incorporation to reflect such insertion of one additional title and additional article hereunder.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand two hundred Euro.

Whereof, the present deed, drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first names, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausendvierzehn,
am achtundzwanzigsten November.

Vor uns dem unterzeichnenden Notar Joseph ELVINGER, mit Amtssitz in Luxembourg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

- JAB Partners S.à r.l., eine Luxemburger Gesellschaft mit Sitz in 5, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, hier vertreten durch Frau Flora Gibert, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer am 28 November 2014 erteilten Vollmacht, und.

- Herr Philip von Wulffen, deutscher Staatsbürger, geschäftsansässig in 5, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vertreten durch Frau Flora Gibert, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer am 28 November 2014 in Munich erteilten Vollmacht.

Die von den Erschienenen und dem unterzeichnenden Notar "ne varietur" gezeichneten Vollmachten bleiben dieser Urkunde beigefügt und sind zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die Erschienenen sind alle Gesellschafter von "JAB Consumer Fund Management S.à r.l." (die "Gesellschaft"), eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg errichtete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 5, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 187.699, die gemäß einer notariellen Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 20. Mai 2014 gegründet und deren Satzung am 12. August 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") unter der Nummer 2133 veröffentlicht wurde (die "Satzung").

Die Erschienenen, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, treffen, die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN die bestehenden Gesellschaftsanteile in Gesellschaftsanteile der Klassen A und B umzuwandeln, jede mit einem Nominalwert von je einhundert Euro (EUR 100.-), die wie folgt gezeichnet werden:

- Herr Philip von Wulffen: einhundertundsechs (106) Gesellschaftsanteile der Klasse A
 - JAB Partners S.à r.l.: zweitausendsechshundertundvier-undvierzig (2.644) Gesellschaftsanteile der Klasse B;
- und dementsprechende Abänderung von Artikel 5 Absatz 1 der Satzung wie folgt:

"Das Kapital der Verwaltungsgesellschaft ist auf zweihundertfünfsiebzigttausend Euro (EUR 275.000.-) festgelegt und in einhundertundsechs (106) Gesellschaftsanteile der Klasse A und in zweitausendsechshundertvierundvierzig (2.644) Gesellschaftsanteile der Klasse B mit einem Wert von hundert Euro (EUR 100.-) je Anteil aufgeteilt."

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN Artikel 18 der Satzung der Gesellschaft durch Hinzufügen eines dritten Absatzes zu ändern, der wie folgt lautet:

"Ungeachtet hier enthaltener gegenteiliger Aussagen soll die Ausschüttung von Dividenden oder jede andere Ausschüttung durch die Verwaltungsgesellschaft in Einklang mit dem Gesetz und immer in Übereinstimmung mit der "Wasserfall-Zahlung" (Payment Waterfall), wie in Abschnitt VII dieser Satzung festgelegt, erfolgen."

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN Artikel 19 der Satzung der Gesellschaft durch Hinzufügen eines letzten zusätzlichen Absatzes zu ändern, der wie folgt lautet:

"Der Überschuss nach Realisierung der Vermögenswerte und Zahlung der Verbindlichkeiten wird an die Gesellschafter gemäß Artikel 20 ausgeschüttet.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN:

- einen neuen Titel in die Satzung der Gesellschaft "Titel VII. Wasserfall-Zahlung" sowie einen neuen Artikel 20 unter diesem Titel einzufügen, der wie folgt lautet:

"Jede Ausschüttung durch die Verwaltungsgesellschaft, die ihr vom Fonds zur Verfügung steht, hat unter Berücksichtigung der Beträge, die für die jeweiligen Klassen der Gesellschaftsanteile zur Ausschüttung verfügbar sind, gemäß den

Gesetzen und dieser Satzung (einschließlich, aber nicht beschränkt auf eine Ausschüttung im Rahmen der Liquidation oder Auflösung der Verwaltungsgesellschaft) in der folgenden Reihenfolge zur erfolgen:

- Anteilinhaber von Gesellschaftsanteilen der Klasse A haben Anspruch auf eine pro rata Ausschüttung anteilig ihrer Beteiligungsquote an der Verwaltungsgesellschaft, vorbehaltlich einer jährlichen kumulativen Mindestausschüttung in Höhe eines Betrages von vierhunderttausend Euro (EUR 400,000,-) (die "Mindestdividende der Klasse A");

- Anteilinhaber von Gesellschaftsanteilen der Klasse B haben Anspruch auf eine pro rata Ausschüttung anteilig ihrer Beteiligungsquote an der Verwaltungsgesellschaft, vorausgesetzt, dass im Falle einer pro rata Ausschüttungsberechtigung der Anteilinhaber von Gesellschaftsanteilen der Klasse A, welcher geringer ist als die Mindestdividende der Klasse A, die Anteilinhaber von Gesellschaftsanteilen der Klasse B einen Anspruch auf alle vorhandenen Ausschüttungen haben, die über die Mindestdividende der Klasse A hinausgehen; und folglich:

* die Aktualisierung der Nummerierung des Titel VII. "Änderungen" sowie der Artikel 20 und 21 der Satzung, um das Hinzufügen des zusätzlichen Titels und Artikels widerzuspiegeln.

Kosten

Jegliche Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder ähnliche Abgaben, die aufgrund dieser notariellen Urkunde von der Gesellschaft getragen werden sollen, werden auf ungefähr ein tausend zwei hundert Euro (EUR 1.200,-) geschätzt.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg Stadt an dem Tag und zu der Zeit aufgenommen wurde, der bzw. die zu Beginn dieses Dokuments genannt ist. Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, auf Verlangen der vorstehend genannten Person. Im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist der englische Text maßgebend.

Nach Verlesung von allem Vorstehenden vor dem Bevollmächtigten der Erschienenen, der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 2 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57084. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014196046/145.

(140218514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

**Egée International I S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Alphabeta 1 International S.à r.l.).**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 185.311.

In the year two thousand fourteen, on the fifth day of December,

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "Egée International 1 S.à r.l." (here after the "Company"), a "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-3364 Leudelange, Rue de la Poudrerie 1, R.C.S. Luxembourg number B 185.311, incorporated by deed enacted on March 4, 2014, and which articles have been amended for the last time pursuant to a deed dated November 3, 2014, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated December 1, 2014, Nr 3648.

The meeting is opened at 10 a.m., with Mrs. Catherine Desso, "avocat à la Cour", with professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Véronique Petit, private employee, with professional address at L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and all the shareholders represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Intervention - Subscription - Payment

Therefore have intervened IK VII here represented by Mrs. Catherine Dessoy, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, who declared, in its here above capacity, to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash, as follows:

Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48,538	48,538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35,455	35,455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40,448	40,448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35,696	35,696
TOTAL	<u>160,137</u>	<u>160,137</u>

Class B Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48,538	48,538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35,455	35,455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40,448	40,448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35,696	35,696
TOTAL	<u>160,137</u>	<u>160,137</u>

Class C Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48,538	48,538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35,455	35,455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40,448	40,448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35,696	35,696
TOTAL	<u>160,137</u>	<u>160,137</u>

Class D Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48,538	48,538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35,455	35,455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40,448	40,448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35,696	35,696
TOTAL	<u>160,137</u>	<u>160,137</u>

Class E Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48,538	48,538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35,455	35,455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40,448	40,448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35,696	35,696
TOTAL	<u>160,137</u>	<u>160,137</u>

All of these shares have been fully paid up with a share premium of an aggregate amount of 7,206,158.40-EUR (seven million two hundred six thousand one hundred fifty-eight euros and forty cents), as follows:

Shareholders	Share
--------------	-------

	premium
IK VII N° 1 Limited Partnership	2,184,193.31
IK VII N° 2 Limited Partnership	1,595,477.49
IK VII N° 3 Limited Partnership	1,820,149.75
IK VII N° 4 Limited Partnership	1,606,337.85
TOTAL	<u>7,206,158.40</u>

so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of 800,685.-EUR (eight hundred thousand six hundred eighty-five euros) plus a share premium of 7,206,158.40-EUR (seven million two hundred six thousand one hundred fifty-eight euros and forty cents) as was certified to the undersigned notary.

Fourth resolution:

Subsequently to these resolutions, the meeting decides to amend and to restate article 8 of the articles of association in order to give it the following content:

“ **Art. 8.**

8.1. The Company's corporate capital is fixed at 813,185.-EUR (eight hundred thirteen thousand one hundred eighty-five euros) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares (the «Ordinary Shares»), 160,137 (one hundred sixty thousand one hundred thirty-seven) redeemable class A preferred shares (the «Class A Preferred Shares»), 160,137 (one hundred sixty thousand one hundred thirty-seven) redeemable class B preferred shares (the «Class B Preferred Shares»), 160,137 (one hundred sixty thousand one hundred thirty-seven) redeemable class C preferred shares (the «Class C Preferred Shares»), 160,137 (one hundred sixty thousand one hundred thirty-seven) redeemable class D preferred shares (the «Class D Preferred Shares») and 160,137 (one hundred sixty thousand one hundred thirty-seven) redeemable class E preferred shares (the «Class E Preferred Shares»), representing a total of 813,185 (eight hundred thirteen thousand one hundred eighty-five) shares of a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The Ordinary Shares and the Preferred Shares are hereafter together referred to as a «share» or the «shares».

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

8.2. Repurchase.

8.2.1 - The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares provided that such cancellation relates to the whole of one or more classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class E Preferred Shares).

8.2.2 - In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more classes of Preferred Shares, the holders of Shares of the repurchased and cancelled class(es) of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the relevant class (es) held by them and cancelled.

8.2.3 - Each class of Preferred Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, in case of redemption of such class, to the Available Amount.

8.2.4 - In the case of redemption of a Class of Preferred Shares, the holders of such class of Preferred Shares shall receive the Cancellation Value per Share.

8.3. Dividends.

The holders of each Class of Preferred Shares shall be entitled, during the existence of the relevant Class of shares, to receive a fixed annual cumulative preferential dividend, which will only be payable at the redemption and cancellation of the relevant Class of shares or upon liquidation of the Company, as follows:

Class A Preferred Shares: zero point ten per cent (0.10%) of the par value of the Class A Preferred Shares held by them;

Class B Preferred Shares: zero point fifteen per cent (0.15%) of the par value of the Class B Preferred Shares held by them;

Class C Preferred Shares: zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the Class C Preferred Shares held by them;

Class D Preferred Shares: zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the Class d Preferred Shares held by them;

Class E Preferred Shares: the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of shares (by alphabetical order, e.g. Class E Preferred Shares) have been cancelled following its redemption or otherwise at the time of distribution, the remainder of any dividend distribution

shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class D Preferred Shares).

8.4 - Share premium.

Any available share premium shall be distributable to the shareholders proportionately to their holding of Shares.

8.5- Modification of share capital.

The corporate capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 15 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

8.6- Transfer, Acquisition and Subscription to Shares.

Any transferee of, new subscriber to, acquirer or otherwise a shareholder of the Company's Shares must at all times acquire, subscribe to or otherwise hold shares in all of the Company's classes of Shares without exception. Therefore, no transferee, new subscriber, acquirer or otherwise shareholder may at any time hold Shares in one or more of the Company's classes of Shares without holding the same proportion of Shares in all other existing classes of the Company's Shares.

Subject to the provisions set forth in article 189 of the Law and the terms of any shareholders' agreement that may be in force among the Company's shareholders from time to time,

(i) Shares may be freely transferred between shareholders;

(ii) Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarters of the corporate capital shall have agreed thereto in a general shareholders' meeting, provided that, in each case, each shareholder must, following any such transfer, hold the same proportion of shares in each of the classes of Shares held. For the avoidance of doubt, a sale of Shares by a shareholder of one class of Shares triggers a sale of Shares, in the same proportion, of any other class of Shares held.

8.7- Voting rights - Distributions.

Each Share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Save as provided in the present article 8,

i. The Ordinary Shares shall be entitled to an exclusive cumulative dividend amounting to zero point zero one percent (0.01%) of the net annual profit of the company (the "Ordinary Dividend").

ii. Each of the Class A Preferred Shares, the Class B Preferred Shares, the Class C Preferred Shares, the Class D Preferred Shares and the Class E Preferred Shares, shall be entitled to share on a pro-rata basis any residual profits remaining in the Company after the payment or provisioning of the Ordinary Dividend.

8.8 - Indivisibility of Shares.

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

8.9 - Definitions.

Available Amount: means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles of Association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserve)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association.

Available Amount per Share: means in respect of a Class of Shares, the Available Amount divided by the number of Preferred Shares in issue in the class to be repurchased and cancelled.

Cancellation Value Per Share: shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the Class of Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such Class of Shares.

Interim Accounts: means the interim accounts of the Company as at the relevant interim Account Date.

Interim Account Date: means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preferred Shares

Total Cancellation Amount: means the amount determined by the Board of Managers taking and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

8.10. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorised and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not, into shares under the conditions to be set by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not to be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the Law will be complied with. The aforementioned instruments may however only be issued to shareholders proportionately to their holding of Shares immediately prior to such issuance.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately five thousand euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 10:30 a.m.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le cinq décembre,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Egée International 1 S.à r.l.» ayant son siège social à L-3364 Leudelange, Rue de la Poudrerie 1, ci-après la «Société», inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.311, constituée suivant acte reçu le 4 mars 2014, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 3 novembre 2014, publié au Mémorial C N° 3648 du 1^{er} décembre 2014.

L'assemblée est ouverte à 10 heures et présidée par Maître Catherine Dessoy, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Véronique Petit, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée et que tous les associés représentés reconnaissent avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée; il a pu donc être fait abstraction des convocations d'usage.

III. La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Décision de créer 5 (cinq) classes de parts sociales rachetables à savoir les Parts sociales privilégiées de Classe A, les Parts sociales privilégiées de Classe B, les Parts sociales privilégiées de Classe C, les Parts sociales privilégiées de Classe D et les Parts sociales privilégiées de Classe E, toutes ayant une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune;

2. Décision de convertir les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires;

3. Décision d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 800.685,-EUR (huit cent mille six cent quatre-vingt-cinq euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500,-EUR (douze mille cinq cents euros) à 813.185,-EUR (huit cent treize mille cent quatre-vingt-cinq euros) par l'émission de 800.685 (huit cent mille six cent quatre-vingt-cinq) nouvelles parts sociales de classes A à E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire et paiement d'une prime d'émission de 7.206.158,40 EUR (sept millions deux cent six mille cent cinquante-huit euros et quarante cents). - Souscription et paiement des nouvelles parts sociales et de la prime d'émission;

4. Modification subséquente et refonte complète de l'article 8 des statuts.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident à l'unanimité de créer 5 (cinq) classes de parts sociales rachetables à savoir les Parts sociales privilégiées de Classe A, les Parts sociales privilégiées de Classe B, les Parts sociales privilégiées de Classe C, les Parts sociales privilégiées de Classe D et les Parts sociales privilégiées de Classe E, toutes ayant une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune.

Deuxième résolution:

Les associés décident à l'unanimité de convertir les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires.

Troisième résolution:

Les associés décident à l'unanimité d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 800.685,-EUR (huit cent mille six cent quatre-vingt-cinq euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500,-EUR (douze mille cinq cents euros) à 813.185,-EUR (huit cent treize mille cent quatre-vingt-cinq euros) par l'émission de 800.685 (huit cent mille six cent quatre-vingt-cinq) nouvelles parts sociales de classes A à E comme suit:

- 160.137 Parts sociales privilégiées de Classe A, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 160.137 Parts sociales privilégiées de Classe B, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 160.137 Parts sociales privilégiées de Classe C, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 160.137 Parts sociales privilégiées de Classe D, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 160.137 Parts sociales privilégiées de Classe E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire

à émettre avec une prime d'émission d'un montant global de 7.206.158,40 EUR (sept millions deux cent six mille cent cinquante-huit euros et quarante cents).

Les associés existants:

1. IK VII N° 1 Limited Partnership
2. IK VII N° 2 Limited Partnership
3. IK VII N° 3 Limited Partnership
4. IK VII N° 4 Limited Partnership

agissant tous in fine à travers IK VII Ltd, une société constituée sous le droit de Jersey, ayant son siège social à Charles Bisson House, 3rd Floor, 30-32 New Street, St. Helier, Jersey Channel Islands JE2 3RA (ci-après «IK VII»), déclarent souscrire 800.685 nouvelles parts sociales comme suit:

Associés	Parts sociales privilégiées de Classe A	Parts sociales privilégiées de Classe B	Parts sociales privilégiées de Classe C	Parts sociales privilégiées de Classe D	Parts sociales privilégiées de Classe E	TOTAL
IK VII N° 1 Limited Partnership	48.538	48.538	48.538	48.538	48.538	242.690
IK VII N° 2 Limited Partnership	35.455	35.455	35.455	35.455	35.455	177.275
IK VII N° 3 Limited Partnership	40.448	40.448	40.448	40.448	40.448	202.240
IK VII N° 4 Limited Partnership	35.696	35.696	35.696	35.696	35.696	178.480
TOTAL	160.137	160.137	160.137	160.137	160.137	800.685

Intervention - Souscription - Paiement

IK VII, ici représentée par Catherine Dessoy, prénommée, en vertu d'une procuration sous-seing privé, a déclaré souscrire, ès qualités, les nouvelles parts sociales émises, qui sont libérées intégralement en numéraire et payées comme suit:

Parts sociales privilégiées de Classe A:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48.538	48.538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35.455	35.455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40.448	40.448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35.696	35.696

TOTAL	160.137	160.137
Parts sociales privilégiées de Classe B:		
Associés		
	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48.538	48.538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35.455	35.455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40.448	40.448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35.696	35.696
TOTAL	160.137	160.137
Parts sociales privilégiées de Classe C:		
Associés		
	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48.538	48.538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35.455	35.455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40.448	40.448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35.696	35.696
TOTAL	160.137	160.137
Parts sociales privilégiées de Classe D:		
Associés		
	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48.538	48.538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35.455	35.455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40.448	40.448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35.696	35.696
TOTAL	160.137	160.137
Parts sociales privilégiées de Classe E:		
Associés		
	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	48.538	48.538
IK VII N° 2 Limited Partnership	35.455	35.455
IK VII N° 3 Limited Partnership	40.448	40.448
IK VII N° 4 Limited Partnership	35.696	35.696
TOTAL	160.137	160.137

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées avec une prime d'émission d'un montant global de 7.206.158,40 EUR (sept millions deux cent six mille cent cinquante-huit euros et quarante cents) comme suit:

Associés		Prime d'émission
IK VII N° 1 Limited Partnership		2.184.193,31
IK VII N° 2 Limited Partnership		1.595.477,49
IK VII N° 3 Limited Partnership		1.820.149,75
IK VII N° 4 Limited Partnership		1.606.337,85
TOTAL		7.206.158,40

de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 800.685,-EUR (huit cent mille six cent quatre-vingt-cinq euros) plus 7.206.158.40 EUR (sept millions deux cent six mille cent cinquante-huit euros et quarante cents) à titre de prime d'émission, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Quatrième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 8 des statuts et de procéder à une refonte complète de ce dernier afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.**

8.1.- Le capital social de la Société est fixé à 813.185,-EUR (huit cent treize mille cent quatre-vingt-cinq euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), 160.137 (cent soixante

mille cent trente-sept) parts sociales privilégiées de Classe A (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe A»), 160.137 (cent soixante mille cent trente-sept) parts sociales privilégiées de Classe B (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B»), 160.137 (cent soixante mille cent trente-sept) parts sociales privilégiées de Classe C (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe C»), 160.137 (cent soixante mille cent trente-sept) parts sociales privilégiées de Classe D (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe D») et 160.137 (cent soixante mille cent trente-sept) parts sociales privilégiées de Classe E (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe E»), représentant un total de 813.185 (huit cent treize mille cent quatre-vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées sont désignées ci-après une «part sociale» ou les «parts sociales».

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi. Dans ce contexte, les Articles 200-1 et 200-2, entre autres, s'appliqueront, chaque décision de l'Associé Unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui devant être établis par écrit.

8.2 - Rachat.

8.2.1 - Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de Parts Sociales, à condition qu'une telle annulation ait trait à l'intégralité d'une ou plusieurs classes de Parts Sociales Privilégiées par le biais du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette(ces) Classe(s). En cas de rachats et d'annulations de classes de Parts Sociales, de tels annulations et rachats de Parts Sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (commençant par les Parts Sociales Privilégiées de Classe E).

8.2.2 - Dans le cas d'une réduction du capital social par le biais du rachat et de l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de Parts Sociales faisant partie des Classes de Parts Sociales rachetées et annulées percevront de la part de la Société un montant équivalent à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chacune des Parts Sociales des Classes concernées qu'ils détiennent et qui ont été annulées.

8.2.3 - Chaque classe de Parts Sociales Privilégiées donne droit à ses détenteurs, au prorata des Parts Sociales qu'ils détiennent dans cette classe, dans le cas d'un rachat de cette classe, au Montant Disponible.

8.2.4 - Dans le cas du rachat d'une classe de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de cette classe de Parts Sociales Privilégiées percevront le Montant d'Annulation par Part Sociale.

8.3.- Dividendes.

Les détenteurs de chaque Classe de Parts Sociales Privilégiées auront le droit, pendant l'existence de la Classe concernée de parts sociales, de percevoir un dividende préférentiel cumulatif annuel fixe, qui sera uniquement payable lors du rachat et de l'annulation de la Classe concernée de parts sociales ou au moment de la liquidation de la Société, comme suit:

Parts privilégiées de Classe A: zéro virgule dix pourcent (0,10 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe A qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe B: zéro virgule quinze pourcent (0,15 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe B qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe C: zéro virgule vingt pourcent (0,20 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe C qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe D: zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe D qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe E: le solde de toute distribution de dividende.

Si toute la dernière Classe de Parts Sociales Privilégiées restante (par ordre alphabétique, par exemple, Parts Sociales Privilégiées de Classe E) a été annulée suite à un rachat ou autrement au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera alors alloué à l'avant-dernière Classe de Parts Sociales Privilégiées restante dans l'ordre alphabétique inverse (par exemple, Parts Sociales Privilégiées de Classe D)

8.4 - Prime d'émission.

Toute prime d'émission disponible est distribuée aux associés en proportion de leur détention de Parts Sociales.

8.5 - Modification du capital social.

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 15 des Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

8.6 - Cession, Acquisition, et Souscription des Parts Sociales.

Tout cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé doit, à tout moment, acquérir, souscrire ou d'une quelconque manière détenir des Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales sans exception. Par conséquent, aucun cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé de Parts Sociales ne peut détenir des Parts Sociales dans une ou plusieurs classes de Parts Sociales sans détenir la même proportion de Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales existantes.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 189 de la Loi ou des stipulations d'une convention qui pourrait être en vigueur entre les associés de la Société,

(i) les Parts Sociales sont librement transmissibles entre associés;

(ii) les Part Sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social sous la condition que chaque cédant doit, à la suite d'une telle cession, détenir la même proportion de Parts Sociales dans chaque classe de Parts Sociales détenue. Il est précisé qu'une vente de Parts Sociales, par un associé d'une certaine classe de Parts Sociales, déclenchera la vente de Parts Sociales, dans la même proportion, dans toutes les autres classes de Parts Sociales détenues.

8.7.- Droits de vote - Distributions.

Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique au moment de l'adoption des résolutions.

Sauf ce qui est prévu au présent article 8,

i. les Parts Sociales Ordinaires ont droit à un dividende cumulatif exclusif s'élevant à zéro point zéro un pour cent (0.01%) du profit annuel net de la Société (le «Dividende Ordinaire»);

ii. Chacune des Parts Sociales Privilégiées de Classe A, des Parts Sociales Privilégiées de Classe B, des Parts Sociales Privilégiées de Classe C, des Parts Sociales Privilégiées de Classe D, des Parts Sociales Privilégiées de Classe E ont le droit de se partager, sur une base proratisée, tout profit résiduel restant dans la Société, après le paiement ou la mise en provision du Dividende Ordinaire.

8.8 - Indivisibilité des Parts Sociales.

Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente à l'égard de la Société.

8.9 - Définitions.

Montant Disponible: signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant), dans la mesure où les associés auraient eu droit à une distribution de dividendes conformément aux statuts, augmentés de (i) toutes réserves librement distribuables (y inclus les réserves pour prime d'émission), et (ii) le cas échéant, le montant de la réduction de capital et de la réduction de la réserve légales relatives à la Classe de Parts Sociales devant être rachetée/annulée mais moins (i) toutes pertes (y incluses les pertes reportées le cas échéant) et (ii) toutes sommes devant être placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts, à chaque fois déterminées sur base des Comptes Intérimaires (sans double prise en compte), de sorte que:

Le Montant Disponible devra par conséquent être calculé en tenant compte de la formule suivante:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Dans laquelle:

AA = Montant Disponible

NP = Bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant)

P = toutes réserves distribuables (y inclus les réserves de prime d'émission)

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réserve légales relative à la Classe de Parts Sociales à annuler

L = Pertes (y compris les pertes reportées le cas échéant)

LR = Toutes les sommes placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts

Montant Disponible par Part Sociale: signifie, par rapport à une Classe de Parts, le Montant Disponible divisée par le nombre de Parts Sociales Privilégiées émises dans la Classe devant être rachetée et annulée.

Montant d'Annulation par Part Sociale: sera calculé en divisant le Montant d'Annulation Total, pour la Classe de Parts Sociales à racheter et à annuler, par le nombre total de Parts Sociales émises dans cette classe de Parts Sociales.

Comptes Intérimaires: signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée

Date des Comptes Intérimaires: signifie la date ne précédant pas de plus de huit (8) jours la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées concernée.

Le montant d'Annulation Total: signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée générale sur la base des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant d'Annulation Total sera inférieur ou égal à l'entière du Montant Disponible au moment de l'annulation de la Classe concernée de Parts Sociales, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'Assemblée générale statuant de la manière prévue pour une modification des Statuts, sous réserve toutefois que le Montant d'Annulation Total ne sera jamais plus élevé que le Montant Disponible.

8.10.- Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en Parts Sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la Loi soit respecté. Lesdits instruments ne pourront cependant être émis aux associés qu'en proportion de leur détention de Parts Sociales juste avant une telle émission.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de cinq mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 heures 30.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, V. PETIT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 8 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58457. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg le 10 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196661/541.

(140220099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Analystes Assureurs Associés Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4832 Rodange, 408, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 176.557.

Par la présente, CODEJA sàrl, B71771, dont le siège social est établi au 11, rue des Trois Cantons à L8399 Windhof, démissionne de mon mandat de commissaire auprès de la société ANALYSTES ASSUREURS ASSOCIES LUX S.A., B176557, dont le siège social est établi au 408, route de Longwy à L - 4832 Rodange. Cette démission prend effet immédiat. Le 12 décembre 2014.

Référence de publication: 2014198060/11.

(140221919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

Anchor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 172.024.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth of November,
Before Us, Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

SAL-LOGISTICS CYPRUS LTD, having its registered office at 4 Soteriou Tofini Street, Audeh Quarters, 1st floor, Office 101, Ayios Athanasios, 4102 Limassol, Cyprus.

Here represented by Sara Lecomte, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The appearing party, represented as stated above, declared and requested the notary to state:

That the Société à responsabilité limitée «ANCHOR S.à r.l.», having its registered office in 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, was incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, on 5 October 2012, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2738 of 10 November 2012, registered at the Trade and Companies' Registrar in Luxembourg-City under section B and number 172.024 ("the Company");

That the share capital of the Company is currently set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into one hundred (100) ordinary shares of a nominal value of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) each;

That the company SAL-LOGISTICS CYPRUS LTD, prenamed, is the sole shareholder of the Company;

That the sole shareholder declares explicitly to proceed with the dissolution of the Company;

That SAL-LOGISTICS CYPRUS LTD, prenamed, appoints itself liquidator of the Company and has taken over all assets, has paid off all known liabilities of the dissolved Company and obliges itself to assume all the liabilities that could possibly still exist and are presently unknown;

That the Company is thus dissolved and has ceased to exist;

That the appearing person, represented as stated above, fully discharges the managers for their mandate up to this date;

That the records and documents of the Company will be kept for a period of five (5) years at the former registered office of the Company, being 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read, the appearing person signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq novembre,

Pardevant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

SAL-LOGISTICS CYPRUS LTD, ayant son siège social au 4 Soteriou Tofini Street, Audeh Quarters, Ayios Athanasios, 4102 Limassol, Chypre,

Ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée;

laquelle procuration, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Ladite comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a exposé au notaire instrumentaire et l'a prié d'acter:

Que la Société Anonyme «ANCHOR S.à.r.l.», avec siège social au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, le 5 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2738 du 10 novembre 2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg-Ville sous la section B et le numéro 172.024 («la Société»);

Que le capital de la Société est à ce jour de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de cent-vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune;

Que SAL-LOGISTICS CYPRUS LTD, prénommée, est l'associé unique de la Société;

Que l'associé unique déclare expressément dissoudre la Société;

Que SAL-LOGISTICS CYPRUS LTD, prénommée, se nomme liquidateur de la Société et déclare qu'elle a repris tout l'actif, a réglé tout le passif connu de la Société dissoute et s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et inconnu à ce jour;

Qu'en conséquence, la Société se trouve liquidée et a cessé d'exister;

Que la comparante, représentée comme indiqué ci-avant, donne décharge pleine et entière de leur mandat aux gérants jusqu'à ce jour;

Que les livres et documents sociaux de la société seront déposés et conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société, en l'occurrence le 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de toute sorte qui incombent à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; sur demande de ladite comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante de la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 27 novembre 2014. Relation: LAC/2014/56143. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014196531/83.

(140219602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Blue Water International SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 192.624.

—
EXTRAIT

1. Date de constitution. La société a été constituée en date du 04 décembre 2014.

2. Forme juridique. Société en commandite spéciale.

3. Dénomination sociale. La dénomination de la société est BLUE WATER INTERNATIONAL SCSp.

4. Siège social. Le siège social de la société est établi au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg.

5. Objet social.

1. L'objet de la société est l'acquisition et la détention de participations dans des sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, le développement et la gestion de ces participations.

2. La société pourra fournir tout support financier aux sociétés faisant partie du même groupe que la société, tel que l'octroi de prêts et de garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

3. La société pourra également utiliser ses fonds et actifs aux fins d'investissement immobilier et, à condition que ces investissements soient accessoires ou liés à l'acquisition, à la détention, à l'administration, au développement et à la gestion de la société faisant partie du même groupe que la société, elle pourra investir dans des droits de propriété intellectuelle ou autres actifs mobiliers ou immobiliers de toute nature ou forme.

4. La société pourra emprunter sous toute forme et pourra procéder à l'émission privée d'obligations, billets ou autres instruments de dette.

5. La société pourra de manière générale faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle estimera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

6. Durée. La société est établie pour une durée illimitée.

7. Associé commandité. BWI PL Sp. z o.o., société à responsabilité limitée de droit polonais ayant son siège social au 2/4, ul. Pograniczna, 02-285 Varsovie et immatriculée au Registre des sociétés KRS sous le numéro 0000531388.

8. Gérants.

- M. Raphaël BENAYOUN, né le 06/08/1984 à Marseille (France) et demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg.

- M. Philippe AFLALO, né le 18/12/1970 à Fès (Maroc) et demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg.

9. Pouvoir de signature du gérant. La société sera valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature unique d'un gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2014.

Référence de publication: 2014197318/37.

(140221183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2014.

Zonda S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 169.209.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 7 novembre 2014

Est nommé, pour une durée indéterminée, gérant de catégorie B en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant de catégorie B démissionnaire:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2014.

Référence de publication: 2014197985/15.

(140220714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2014.
